

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Qui a peur de l'initiative sur la neutralité?

Des insinuations malveillantes au lieu d'une discussion objective

par René Roca*

L'initiative sur la neutralité a été lancée avec succès au début du mois de novembre de l'année dernière et le projet se trouve désormais dans la phase de collecte des signatures. Il est rare qu'une initiative soit aussi proche de l'actualité. La guerre en Ukraine et les demandes de livraisons d'armes directes ou indirectes adressées à la Suisse mettent notre pays neutre sous forte pression. Or, ces derniers temps, des signes de plus en plus fréquents indiquent que certains cercles entravent activement la collecte de signatures pour l'initiative et veulent déstabiliser la population suisse. Leur objectif est de miner et de voir s'effriter le large soutien en faveur de la neutralité suisse. Des techniques de manipulation sont utilisées pour tenter de dénigrer l'initiative et ses auteurs, dans le but d'en réduire le nombre de signataires et de la faire échouer dès le stade de la collecte. Et à défaut d'y parvenir, ses détracteurs auront déjà posé un tapis de fausses informations en vue de la future campagne de votation. L'historien Marco Jorio qualifie par exemple l'initiative sur la neutralité d'«initiative Poutine», une déclaration monstrueuse sans rapport avec la réalité. Est-ce là une manière d'éliminer toute réflexion personnelle?

L'historien Jakob Tanner a peut-être atteint le sommet de cette diffamation en comparant les partisans de l'initiative à des dictateurs et des fascistes («Neue Zürcher Zeitung» du 22 mai 2023). Tanner puise dans le vieil argumentaire des anciens néo-marxistes de 1968. Il veut démasquer de prétendus «fascistes» et ignore que l'initiative répond tout simplement au droit démocratique fondamental de citoyennes et citoyens voulant discuter d'un élément

«La Suisse est confrontée à l'un des plus grands défis depuis la Seconde Guerre mondiale. Veut-elle se soumettre docilement, avec l'Europe, au diktat américain et faire ainsi passer la force avant le droit et l'humanité? Ou veut-elle, en tant que pays neutre, renforcer le droit international humanitaire et contribuer activement à la fin des guerres et à la réconciliation entre adversaires?»

central de la conception de l'Etat en Suisse, et ancrer cet élément de façon plus claire dans la Constitution fédérale. Il faut ajouter à cela que certaines prises de position sur l'initiative sur la neutralité reproduisent tout simplement des faits de manière erronée. Ainsi, Tanner affirme par exemple que le Conseil fédéral a repris les sanctions de l'UE contre la Russie après une «phase d'apprentissage de cinq jours». Toutefois, le Conseil fédéral ne l'a pas fait après «mûre réflexion» suite à un huis clos, mais en raison des menaces massives des Etats-Unis. De plus, les grandes banques suisses (dont le CSI) ont également fait pression sur le Conseil fédéral après le début de la guerre en Ukraine, parce que leurs affaires lucratives avec les Etats-Unis étaient en danger. Le gouvernement américain a menacé de sanctions si la Suisse ne cédaient pas. Ces circonstances ont-elles échappé au critique des banques Tanner ou est-il désormais, comme le président du PLR, fermement dans les mains des «transatlantiques»? Ici, on constate également des parallèles frappants avec les années 1990, lorsque Tanner faisait partie de la *commission Bergier* et contribuait à déconstruire la compréhension suisse de l'histoire. Il semble qu'aujourd'hui encore,

de nombreux commentateurs ne s'intéressent pas à l'analyse des sources historiques, mais cherchent plutôt à dévaloriser ou à réévaluer des valeurs suisses telles que la neutralité et l'humanité.

L'origine de l'initiative fait également l'objet de mythes largement colportés sans le moindre discernement. S'il est bien juste que *Christoph Blocher* est à l'origine de l'initiative, pour certains, ce seul nom suffit à faire perdre tout sens critique. L'idée de Blocher a ensuite été reprise et mise en œuvre par un groupe interpartis. Le texte effectif de l'initiative a été élaboré dans le cadre d'un processus interactif dont le résultat, c'est à dire les articles à intégrer dans la Constitution fédérale, s'appuie en outre sur une expertise juridique détaillée. L'initiative n'a donc pas été concoctée dans une quelconque arrière-boutique et n'est pas pilotée par une quelconque centrale de parti. Tous les participants, et en particulier le comité d'initiative, ont à cœur de clarifier enfin les questions ouvertes concernant la neutralité suisse.

D'ailleurs, il y a aussi des opposants à l'initiative qui souhaitent un tel débat de fond sur la neutralité suisse et qui signent



donc l'initiative. C'est le seul moyen pour la population de débattre objectivement du projet. La question centrale est de savoir si, dans le cadre d'un processus démocratique, la Suisse doit revenir à une neutralité intégrale. Depuis trente ans déjà, plus précisément depuis la première guerre du Golfe en 1991, la Suisse ne possède qu'une neutralité «différentielle». Elle soutient des sanctions économiques ayant des effets parfois dévastateurs pour la population civile concernée, mais dont l'influence sur le déroulement d'un conflit est quasiment nulle. Une telle approche nuit au travail du CICR et affaiblit manifestement les bons offices. La Suisse est confrontée à l'un des plus grands défis depuis la Seconde Guerre mondiale. Veut-elle se soumettre docilement, avec l'Europe, au diktat américain et faire ainsi passer la force avant le droit et l'humanité? Ou veut-elle, en tant que pays neutre, renforcer le droit international humanitaire et contribuer activement à la fin des guerres et à la réconciliation entre adversaires?

* René Roca est docteur en histoire et membre du comité d'initiative «Sauvegarder la neutralité suisse (initiative sur la neutralité)».

Un accord entre Bruxelles et la Suisse semble encore bien loin

L'Union Syndicale Suisse (USS) ne mâche pas ses mots

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La Suisse n'a pas l'intention de signer un nouveau traité avec l'UE, du moins pas selon l'idée que s'en font les gens de Bruxelles. Le complexe système étatique suisse, reposant sur des décisions adoptées par démocratie directe et sur la coopération responsable de citoyens libres, ne peut en aucun cas se plier au concept de marché intérieur dirigé par Bruxelles au service des intérêts de multinationales. Le comportement fébrile du chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Ignazio Cassis, concoctant actuellement ce qu'il appelle des «valeurs de référence» pour un futur mandat de négociation, n'est pas d'une grande utilité. En fait, sa secrétaire d'Etat Livia Leu est déjà la cinquième chef de délégation à jeter l'éponge après dix séances de discussions infructueuses à Bruxelles; elle a préféré un poste d'ambassadrice à Berlin. A Berne, on s'attend à ce que le dossier européen soit repoussé au moins jusqu'après les élections parlementaires d'octobre prochain.

L'Union syndicale suisse (USS) tient désormais un discours sans équivoque: elle continue de s'opposer à la détérioration de la protection des salaires suisses et rejette également la menace d'une «ouverture totale du marché» dans le domaine du Service public. *Horizons et débats* a interviewé à ce sujet le secrétaire central de l'USS, Reto Wyss (voir page 2).

Il est temps que l'interdiction des subventions publiques par l'UE soit enfin mise sur la table. Jusqu'à présent, les autorités fédérales de Berne ont cherché à occulter le corollaire suivant: tout nouvel accord avec

Bruxelles aurait, parmi d'autres nombreuses conséquences négatives, celle d'une limitation drastique de notre service public pour qu'il maintienne un reste de qualité relativement satisfaisante.

Une récente décision de la Commission européenne à l'encontre de la compagnie française *Fret SNCF* de transport ferroviaire de marchandises ne laisse pas les lecteurs suisses sans réaction, la Commission ayant en effet jugé illégales les subventions accordées par l'Etat à sa compagnie ferroviaire. Pour échapper à la menace d'amendes et de remboursements de plusieurs milliards (!), le gouvernement français se voit contraint de scinder et privatiser les chemins de fer. Une procédure similaire est en cours contre la *Deutsche Bahn*.¹

Le même sort attend la Suisse si elle s'engage dans de nouvelles «négociations» avec – ou plutôt selon les diktats de – Bruxelles. En effet, le financement public et, a fortiori, la propriété de la Confédération (CFF, Poste) ou des cantons et des communes (centrales électriques, approvisionnement en eau) seraient en contradiction avec l'interdiction antisociale des aides d'Etat de l'UE.²

Les syndicats rejettent catégoriquement la libéralisation du service public exigée par l'UE

Lors de son Assemblée des délégués du 2 juin 2023, l'Union syndicale suisse (USS) a réaffirmé sa position en matière de politique européenne: «L'ouverture à l'UE doit profiter aux travailleurs et travailleuses en Suisse.

Pour un mandat de négociation propice, il faut des engagements fermes sur le maintien de la protection des salaires et des garanties contre le démantèlement du service public».³

La résolution de l'Assemblée des délégués de l'USS stipulait: «Concernant le service public, la discussion est mal partie. On menace d'ouvrir complètement le marché de l'électricité, alors que la libéralisation dans l'UE a généré une énorme flambée des prix ces dernières années. Une ouverture du marché mal conçue ainsi qu'un dumping salarial, mais également tarifaire, représenteraient également une menace pour les chemins de fer». Et d'ajouter: «Les transports publics (TP) en Suisse ne doivent pas être affaiblis. L'USS s'oppose à une ouverture du marché des transports publics. Il en va de même pour un contrôle des subventions qui affaiblirait les TP».

L'assemblée des délégués considère certes comme positif un accord dans le domaine de la santé publique et de la gestion de crise, mais elle rejette une «réduction forcée, en vertu du droit des subventions, de subventions publiques déjà trop réduites dans le domaine de la santé». Alors pourquoi un accord sur la santé avec Bruxelles? Il est conforme à la souveraineté de la Suisse de coopérer sur un pied d'égalité avec les différents pays voisins ou d'autres Etats européens, comme nous le faisons depuis toujours.

Et où est la social-démocratie suisse?

Il est plus que troublant d'entendre *Roger Nordmann*, Conseiller fédéral et chef du

groupe parlementaire du PS, déclarer dans la presse qu'il est impossible pour la Suisse de «contourner» les règles de l'UE en matière de protection des salaires ou de financement du Service public dans le cadre d'un accord avec Bruxelles. En lieu et place, le Conseil fédéral devrait présenter un pack législatif comportant «des formules de financement public du transport ferroviaire ou d'autres prestations de service public compatibles avec l'UE».⁴ La Suisse, obéissant par anticipation aux ordres de Bruxelles? Mais de quel côté de la table Nordmann siège-t-il? Le zèle de plaire à l'UE fait apparemment oublier d'être social et démocratique.

¹ von Burg, Denis; Aebi, Mischa. «Verhandlungen Schweiz-EU. EU-Vertrag gefährdet die SBB und den Service public» (*Négociations Suisse-UE. Le traité UE met en danger les CFF et le Service public*). Ds: *SonntagsZeitung* du 28/05/23

² Traité sur le mode de fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) Article 107 (1): Sauf dérogations prévues par les accords, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les subventions accordées par les Etats ou au moyen de financements nationaux sous quelque forme que ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines catégories de produits.

³ Assemblée des délégués de l'Union syndicale suisse. *Communiqué de presse* du 2/06/23

⁴ von Burg, Denis; Aebi, Mischa. «Verhandlungen Schweiz-EU. EU-Vertrag gefährdet die SBB und den Service public». Ds: *SonntagsZeitung* du 28/05/23

Pas de démantèlement du service public suisse!

«Un accord tacite avec l'UE n'est pas acceptable pour les syndicats»

Interview de Reto Wyss*, secrétaire central de l'Union syndicale suisse (USS)



Reto Wyss (photo mad)

Horizons et débats: Je suis contente que l'USS se prononce sur la question du service public dans le cadre d'un éventuel accord Suisse-UE. A ma connaissance, le Conseil fédéral contourne régulièrement le sujet du service public prétendant que les travailleurs ne se trouveraient en désaccord qu'avec la protection des salaires. Est-ce exact?

Reto Wyss: Oui, tout à fait. Quant à nous, nous avons toujours fait référence au service public, mais cela n'a pas suffisamment été perçu jusqu'à présent. Certains cantons ont commandé des expertises sur le service public depuis des années déjà. Il s'agissait de la crainte d'une intervention de l'UE dans les compétences cantonales, par exemple en ce qui concerne les assurances immobilières, les banques cantonales, les autres monopoles cantonaux, etc.

Comment voyez-vous les conséquences d'un accord avec l'UE sur notre service public? Quand il s'agissait de l'ouverture du marché de l'électricité, par exemple, l'USS a lancé un référendum à l'encontre de cette démarche.¹

En ce qui concerne le marché de l'électricité, l'ancienne cheffe du Département suisse compétent, *Simonetta Sommaruga*, voulait conclure un accord; celui-ci repose dans les tiroirs susceptible d'être remanié. Mais une chose a toujours été clair: l'accord sur l'électricité n'existe qu'avec une ouverture complète du marché, c'était l'une des conditions posées par l'UE, l'autre étant le lien avec un accord-cadre institutionnel. Lorsque ce dernier a échoué il y a deux ans, il était clair qu'il n'y aurait pas non plus d'accord sur l'électricité, ce qui a rendu obsolète le raisonnement selon laquelle nous devrions ouvrir le marché de l'électricité parce que l'UE le voulait.

Que nous apporterait un accord sur l'électricité? Son existence n'éviterait pas le fait que la France et l'Allemagne ne nous livraient

pas d'électricité avant d'en disposer suffisamment pour elles-mêmes.

Oui, en cas de pénurie grave, chacun se débrouillera seul du mieux qu'il pourra. On a beau discuter des nécessités et des avantages d'un accord sur l'électricité, il est désormais clair que l'accord n'existe qu'intégré au contrat-cadre. Nous nourrissions un petit espoir que l'UE entreprendrait une véritable réforme du marché de l'électricité dans le contexte de la pénurie d'électricité, mais les propositions correspondantes ont disparu dans un tiroir au bout de quelques mois, ce qui ne surprend personne. Voilà donc le domaine de l'électricité.

En matière de transport ferroviaire: la Commission européenne veut actuellement infliger des amendes massives à la France parce qu'elle n'a pas encore privatisé le transport de marchandises. Comment voyez-vous les conséquences pour la Suisse?

La Commission européenne n'est pas la seule à le vouloir, le gouvernement néolibéral français le veut aussi. C'est même l'inverse: c'est le gouvernement qui se réfère à la Commission européenne en disant à sa propre population: eh bien, l'heure est à la privatisation. Mais la France est un grand pays, les Français pourraient monter aux barricades disant qu'ils en ont le raz-de-bol. Qu'ils ne permettront pas qu'on leur dicte d'anéantir leur système de transport de marchandises. Le gouvernement *Macron* dit qu'il est malheureusement obligé de le faire, puisque l'UE le veut – mais c'est précisément ce qu'il veut aussi.

Concernant la Suisse: nous (l'USS) voulions montrer ce qui pourrait se passer si nous devions adopter le régime d'aide de l'UE, en rapport avec les informations de la France. Il s'agit d'une construction très large et compliquée avec laquelle l'UE peut potentiellement ou tendanciellement intervenir dans tous les domaines du service public. C'est pourquoi c'est si dangereux pour la Suisse. Les questions sur les accords actuels se posent au moment où on les «dynamise» (les soumettant au droit de l'UE), mais également lorsque les nouveaux accords sont conclus.

En ce qui concerne le transport ferroviaire en Suisse: comme je l'ai dit au *Sonntags Zeitung*, un nouvel accord avec l'UE remettrait potentiellement en question l'avenir de *CFF Cargo*, mais certains aspects du finan-

cement public du transport de personnes seraient également menacés. Bruxelles pourrait par exemple considérer les crédits fédéraux avantageux accordés aux CFF comme des subventions illégales et s'y opposer. Et, le cas échéant, le soutien du trafic ferroviaire régional par des fonds publics serait également menacé. Un accord avec l'UE permettant cela n'est donc pas acceptable pour les syndicats.

Contrairement à la France, c'est le peuple qui décide en fin de compte en Suisse, et la majorité ne veut certainement pas que l'UE intervienne dans nos services publics.

Exactement. C'est la même réflexion de base qui nous dirige quant à la protection des salaires aussi. Nous essayons de le faire comprendre au Conseil fédéral depuis des années. Même si on se soucie peu de notre opinion en tant que syndicats, on ne peut pas exclure certaines choses basales dans un accord risquant ainsi qu'il n'y ait pas de majorité en votation populaire.

Vous avez également mentionné le secteur de la santé. Que pensez-vous d'un accord sur la santé avec l'UE?

Nous pensons par exemple à la collaboration lors de la pandémie, où la Suisse a soudainement été exclue aux mécanismes d'intervention de crise ainsi qu'à l'échange de données respectives et aux corps administratifs concernés. Comme chacun sait, les virus ne s'arrêtent pas aux frontières. Mais dans la phase la plus aiguë, l'UE s'est vite remise de ses attitudes invitant la Suisse à participer provisoirement, car elle a remarqué de sa part aussi que sinon, ce soit au détriment de tous. Il est donc positif que la Suisse y soit présente.

Aujourd'hui, la coopération transfrontalière occupe une place importante dans l'UE. Tout un domaine en existe en tant que «Cross Border Health Care», les soins transfrontaliers aux patients, qui soulève de nombreuses questions. Et en ce qui concerne les aides, il faudrait s'assurer que les subventions accordées aux hôpitaux suisses ne soient pas contestées. Et en ce qui concerne les soins aux patients, d'un point de vue syndical, nous ne voulons pas supprimer le principe de territorialité. Nous ne trouvons pas acceptable que la caisse-maladie en vienne soudain à dire au patient qu'il doit se soumettre à une opération coûteuse en Allemagne parce que les médecins et le personnel soignant y travaillent à un prix

beaucoup plus avantageux, ce qui réduirait les coûts. Nous ne voulons pas de telles situations.

Comme l'a écrit l'USS, l'Etat tente de toute façon déjà de réduire le financement des soins de santé chez nous. Ce serait d'autant plus grave si nos administrations collaboraient avec l'UE pour économiser ainsi dans le domaine de la santé.

Oui, en effet! Aujourd'hui, malgré tous les efforts de libéralisation, notre système de santé est toujours fort planifié par l'Etat. Et si nous disposons d'énormes capacités dans les hôpitaux et que nous dépensons des milliards par an (avec l'argent des contribuables et les primes d'assurance maladie), nous ne pouvons pas dire à l'autre bout: «Et maintenant, libre accès à tout et voyons ce qui se passe». Comme j'ai dit, il n'est inscrit nulle part que tout cela doit se passer ainsi. Mais tant que de telles questions n'ont pas trouvé de réponses et que de telles craintes n'ont pas été sérieusement analysées, il est légitime d'insister. En dépit des voix qui disent: vous êtes alarmistes, vous peignez le diable sur la muraille.

Si nous reprenons de la presse que l'UE menace d'infliger des amendes de plusieurs milliards au cas où l'Etat renoncerait à la privatisation, il y a tout de même de quoi s'alarmer.

Oui, en effet, la règle avec les aides non autorisées est la suivante: Si quelque chose ne se déroule pas conformément à ces principes, le gouvernement est pris en charge avec effet rétroactif, pendant des années. On connaît des exemples où cela s'est passé ainsi.

Un autre argument de poids pour que la Suisse soit prudente face à un nouvel accord-cadre. Exactement. Ce qui se passe est très complexe. Que dit le traité UE, que décide la Commission? Il s'agit également d'un tir à la corde entre les institutions. Par exemple, dans le domaine de l'obligation d'appel d'offres, il y a une lutte acharnée entre la Commission et le Parlement européen depuis des années. Et comme c'est si complexe, il y a aussi beaucoup de dangers.

Monsieur Wyss, merci beaucoup pour cet entretien instructif.¹

¹ Le Conseil fédéral et le Parlement ont tout de même introduit l'ouverture du marché de l'électricité, mais seulement partiellement, pour les entreprises et non pour les ménages. [Note de la rédaction]

Auto-exclusion vers la périphérie de l'UE

par Ivan Hoffmann

cm. Le célèbre publiciste tchèque Ivan Hoffman – dissident sous le socialisme, engagé pendant quelques années après 1989 pour «Radio Free Europe», puis journaliste, rédacteur et animateur à la radio publique tchèque – vient de rédiger un bref commentaire sur la politique actuelle de l'UE. Ivan Hoffman a fait mouche! En effet, son commentaire a de quoi interroger l'Europe tout entière.

Le monde est en mouvement. Il en a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi. Parfois ce mouvement est lié à l'espoir, parfois à la peur. Actuellement, nous nous trouvons sur une onde sismique [avec des oscillations vers le haut et vers le bas, *cm*]; il y a eu de bonnes choses ces derniers temps, mais dans un avenir proche, elles feront défaut. Veillez à ce que vos chapeaux ne s'envolent pas dans la tempête, c'est la descente rapide! La cause du déclin d'une société ne réside généralement pas dans sa mauvaise évaluation des événements à venir, mais plutôt dans la perception d'une évolution ayant atteint sa perfection et d'un avenir en toute sécurité définitive, de sorte qu'il est obsolète de s'efforcer à prédire l'avenir. Plus longtemps une société végète dans cette auto-illusion, vivant ainsi dans la tromperie envers elle-même, plus il lui faudra de temps pour se remettre sur pied. Cela ne vaut pas seulement pour le redressement de l'économie réelle, mais également pour celui de l'esprit.

Il se peut pourtant que si nous n'avions pas été trop paresseux dans le passé pour reconnaître les tendances annonçant notre déclin actuel, nous ne serions peut-être pas forcés de constater et de vivre ce déclin.

D'un point de vue géopolitique, les principaux acteurs de l'échiquier mondial sont prévisibles. En effet, logiquement, leurs actions se basent avant sur leur puissance, leurs ambitions économiques que sur leur mémoire de leurs expériences historiques. La Chine, par exemple, n'oubliera jamais son siècle d'humiliation infligé par l'Occident. La Russie elle, n'oubliera pas les interventions agressives occidentales collectives, ni celles menées sous la direction de Napoléon ni celles dirigées par Hitler. De l'autre côté, les Américains restent inébranlablement convaincus qu'ils ont été élus par Dieu pour dominer le monde.

Ce qui est prévisible par rapport à la Chine, c'est qu'avec elle on a affaire à la plus ancienne civilisation ininterrompue du monde n'entretenant rien sans se référer à son passé. La Chine est une société conservatrice, homogène et tournée vers l'intérieur. C'est pourquoi elle a toujours construit des murs autour d'elle. Des murs physiques, comme la Grande Muraille de Chine, des murs culturels, des murs financiers, ou encore d'autres murs, comme récemment avec ses attitudes face à l'Internet, l'intelligence artificielle et les virus. La Chine n'est pas agressive, mais elle a apparemment tiré la leçon historique

qu'elle doit être en mesure de «danser avec les loups».

La Russie est une superpuissance prévisible dans la mesure qu'elle a compris qu'elle doit être prête à défendre, à tout moment, son existence. La Russie capitaliste, tout comme l'ancienne Russie socialiste, envisage de manière réaliste une guerre qu'elle ne doit pas perdre. Il existe un consensus social à ce sujet, visible à travers le soutien populaire de l'armée et du président. La Russie sait que l'Occident ne respecte que la force. Elle a avalé la pilule amère que l'Occident n'est pas digne de confiance à l'Occident et qu'avec lui on n'a pas affaire à un partenaire sérieux.

Les Etats-Unis eux aussi sont prévisibles sur le plan géopolitique. Leur intérêt national est de tirer profit de la domination mondiale. Les Américains n'ont pas d'alliés fixes, mais des intérêts fixes. Pour eux, tous ceux qui ne sont sous leur contrôle sont des ennemis ou des rivaux potentiels. La tradition américaine est celle de la guerre. Les Américains ont mené des guerres sans interruption pendant pratiquement toute leur existence. La doctrine américaine en Europe consiste à empêcher la combinaison de la technologie allemande et des matières premières russes, et dans la politique mondiale, à empêcher l'alliance stratégique entre la Russie et la Chine.

Sur un terrain clairement défini sur ce point, le destin de l'UE était également bien prévisible. L'UE n'a jamais été en mesure de trouver une géopolitique souveraine capable de

contrebalancer l'antagonisme des grandes puissances. L'UE s'est laissée évincer du commerce mondial par les Chinois, s'est laissée entraîner par les Américains dans la guerre en Ukraine et a claqué la porte face aux matières premières bon marché et à un marché lucratif en Russie. L'UE se contente d'observer un jeu géopolitique dans lequel la rivalité des Etats-Unis avec la Russie et la Chine modifie la carte politique du monde.

En revanche, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour l'Asie, l'Afrique, le monde arabe et l'Amérique du Sud. Dans ce monde en mutation, l'Europe n'est plus destinée qu'à demeurer à la périphérie. Ce qui est pénible, c'est que l'UE n'ait pas été reléguée à la périphérie par les grandes puissances. Elle a choisi ce statut lamentable par elle-même! Sans que l'on sache vraiment pourquoi. Se peut-il que ce soit par pure bêtise?

D'ailleurs, nous autres Tchèques, nous voilà donc arrivés sur la périphérie de la périphérie de l'UE et sans avoir été limogés non plus par Bruxelles. Ce limogeage a été choisi par le gouvernement *Fiala*. Et on ne sait pas non plus très bien pourquoi ...

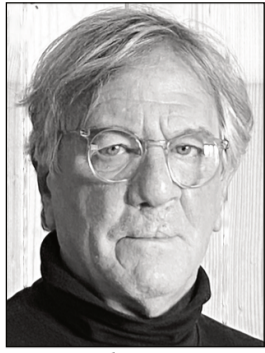
Sources:

en tchèque <https://www.parlamentnilisty.cz/arena/monitor/Dobrovolne-na-periferii-EU-Z-blhosti-Ivan-Hoffman-jiny-duvod-nevidi-735721> du 6/05/23; en allemand: <https://globalbridge.ch> du 23/05/2023 (Traduction allemande *Anna Wetlinska* et *Christian Müller*)

(Traduction en français *Horizons et débats*)

«Être journaliste aujourd'hui»

par Patrick Lawrence*



Patrick Lawrence
(photo ef)

Il y a actuellement une crise du journalisme – et je suis sûr que vous partagez ce constat – qui sévit, selon moi, de façon particulièrement aiguë aux États-Unis mais demeure également présente selon divers degrés dans l'Occident entier.

La crise institutionnelle des médias occidentaux

Cette crise a des dimensions multiples. Elle est institutionnelle. Les médias appartenant à des entreprises, ou «grands médias» ou «médias traditionnels», atteignent des niveaux de confiance du public scandalusement bas dans divers sondages. L'organisation Gallup, l'un des plus anciens instituts de sondage, a publié l'été dernier, comme elle le fait chaque année, son enquête sur la confiance accordée aux institutions publiques. Il faut se rendre compte de la portée des chiffres: les résultats Gallup indiquent que 16 % des Américains croient ce qu'ils lisent dans les journaux. Quant aux journaux télévisés, le chiffre est encore plus dramatique: seuls 11 % des Américains les prennent au sérieux.

Pour bien mesurer les dimensions, il faut inverser ces données: or 84 % des Américains ne se fient pas à l'information véhiculée par les journaux tandis que 89 % des Américains ne croient pas à ce qu'ils entendent et voient dans les journaux télévisés.

Il s'agit bien là d'un cas de crise dont il faut bien retenir l'essentiel. Au risque de tomber dans une logique réductrice, je pense que cela reflète, au fond, la relation malsaine et hautement dysfonctionnelle entretenue par les médias avec les différents types de pouvoir – politique, administratif, financier – dans la mesure où ces médias appartiennent à des sociétés cotées en bourse privilégiant leurs actionnaires. Ils se préoccupent donc avant tout du cours de leurs actions et de leurs bénéfices.

Et comme je pense l'avoir mentionné à cette occasion l'année dernière, lors de mon intervention via «zoom», je pense que cette crise est également la conséquence de la position défensive adoptée par le pouvoir américain depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington. L'ensemble de la société américaine, sous toutes ses formes, reflète cette attitude défensive. Dans ces circonstances, il devient impératif de se conformer à l'idéologie, à moins, bien sûr, de refuser de renoncer à ses principes au nom de la sécurité.

La portée personnelle de la crise pour chaque journaliste

Mon propos d'aujourd'hui est lié à cet environnement: je n'ai aucun doute qu'il joue un rôle décisif. Mais je voudrais aborder la crise des médias occidentaux d'abord d'un point de vue différent. Je voudrais réfléchir à ce que cette crise signifie pour le journaliste en tant qu'individu. Pour chacun d'entre nous, elle prend des dimensions psychologiques, sociales et d'identité.

Quel est mon rôle en tant que journaliste?

Quelle est la place appropriée du journaliste dans la société? Où se situe le journaliste par rapport aux pouvoirs en action dont il est le chroniqueur et aux lecteurs et téléspectateurs auxquels il rend service?

Enfin et surtout, compte tenu de la crise actuelle, comment peut-on faire du bon travail en tant que journaliste?

* Patrick Lawrence, de longue date correspondant à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «Time No Longer: Americans after the American century». Yale 2013. Sur Twitter, Lawrence était accessible sous @thefloutist avant d'être censuré sans commentaire. Patrick Lawrence est accessible sur son site web: patricklawrence.us. Soutenez son travail en consultant patreon.com/thefloutist. Le texte reproduit une conférence tenue par Patrick Lawrence le 14 avril 2023 en Suisse devant un groupe de lecteurs d'Horizons et débats.

Pour répondre à cette dernière question qui me semble la plus préoccupante, je voudrais dire un mot d'un livre dont je me suis beaucoup inspiré. Je pense à *Towards a Poor Theater*, écrit en 1968 par Jerzy Grotowski, metteur en scène et théoricien polonais du théâtre. Voilà une source d'inspiration qui vous semblera probablement bizarre, et c'est pourquoi je m'efforce avec plaisir d'évoluer ma pensée et vous laisser le choix d'accepter ou non la légitimité de ma conception que j'appelle le «journalisme pauvre», conçu comme variante du «théâtre pauvre» de Jerzy Grotowski.

Expériences du débutant

Dès mes premiers pas dans le journalisme, et là je remonte au début des années 1970, alors que les États-Unis étaient encore en pleine guerre du Vietnam et que l'Amérique était profondément divisée à ce sujet, j'ai adopté une approche quelque peu schizophrène à l'égard de ma profession. J'ai d'abord travaillé pour un journal appelé «Daily News», un tabloïd new-yorkais qui comptait à l'époque le plus grand nombre de lecteurs en Amérique. Politiquement, on ne pouvait pas en trouver plus à droite, «Daily News» étant un fervent partisan de la guerre. Au «Daily News», j'ai appris le métier, la technique, la méthode – quoi qu'on en dise, le «Daily News» était bien écrit et bien édité – et je continue de penser qu'un bon journaliste doit maîtriser ces aspects techniques pour que son travail soit efficace.

«Si la chance se montre en effet que les médias corporatifs contribuent à se remettre de leurs nombreuses susceptibilités à la corruption, c'est parce que les médias indépendants les ont soit inspirés, soit forcés à le faire. Autrement dit: à mon avis, sur la base de ma longue expérience, le dynamisme de la profession réside dans les médias indépendants. Je vois en eux la chance pour le journaliste individuel de retrouver son identité, de dépasser l'aliénation mentionnée ci-dessus et de regagner son état d'intégration – son intégrité donc.»

Très vite, presque immédiatement après avoir rejoint «Daily News», j'ai commencé à travailler en parallèle pour des publications indépendantes – revues anti-guerre, revues anti-apartheid, journaux et magazines consacrés aux questions de développement du tiers-monde, au décalage entre le Nord et le Sud, etc. Pour moi, ce travail était aussi important, sinon plus, que tout ce que j'apprenais à «Daily News». Le principal journal indépendant de ce type s'appelait le *Guardian* qui n'avait rien à voir avec le quotidien britannique homonyme. Le *Guardian* était un hebdomadaire progressiste, à l'époque où ce mot signifiait beaucoup plus qu'aujourd'hui. Son correspondant principal s'appelait *Wilfred Burchett*, un journaliste très célèbre pour avoir, entre autres, couvert la guerre du Vietnam depuis le Nord, à l'époque ce fut le seul correspondant occidental à le faire.

J'ai eu le privilège de réviser et publier les articles de Wilfred, car peu après avoir rejoint le *Guardian*, j'avais été nommé rédacteur en chef du service des affaires étrangères. A cette époque, Wilfred était devenu une sorte de modèle pour moi et je suis heureux de pouvoir dire qu'aujourd'hui, je suis très ami avec *George Burchett*, l'un des fils de Wilfred.

Il est facile aujourd'hui de voir ce que je recherchais en divisant ainsi ma vie professionnelle d'une manière quelque peu schizophrène. C'était ma réponse à la problématique de l'aliénation, qui est un problème récurrent, voire universel dans le journalisme traditionnel. De nos jours comme par le passé, il faut accepter un degré plus ou moins élevé d'aliénation pour survivre dans nos grands médias, notre «mainstream» détenu par les grandes entreprises. Les idéaux qui incitent tant d'entre nous à embrasser cette profession finissent par sembler, avec le temps, aussi désuets que les bons sentiments exprimés sur les cartes de vœux.

Il est impossible de résister à cette aliénation, surtout au sein du courant dominant. Le point de vue et la représentation des événements par une quelconque publication rele-

vaient de la compétence de l'éditeur et de ses rédacteurs en chef. C'est pour eux que les journalistes écrivaient, pas pour les lecteurs. L'objectivité, le *telos* quasi sacré de la profession pendant un siècle, a dégénéré en une sorte d'instrument disciplinaire utilisé pour forcer les journalistes à écrire, comme les pantins des ventriloques, en suivant le discours institutionnel de leur journal.

En fait, le journaliste n'avait que deux possibilités: cultiver un détachement très malsain par rapport aux fruits publiés de son travail, ou assumer, pour des raisons de rémunération et de promotion éventuelle, la position éditoriale de son employeur. J'ajouterais qu'il ne s'agit pas là de solutions qui s'excluent mutuellement. Selon mon expérience, ils sont nombreux à être ainsi aliénés et pourtant, totalement inconscients de leur situation, ils défendent avec la foi du converti les opinions de leurs journaux sur la politique, l'économie, les affaires étrangères, et j'en passe.

Rester ferme sur ses principes

La troisième approche de la question, bien sûr, consiste à rester ferme sur ses principes. On apprend pourtant vite qu'il s'agit là d'une position qui coûte souvent très cher – quand elle n'est pas fatale pour toute perspective d'avenir.

Dans l'ensemble, on constate chez les journalistes qui se font une place dans les grands médias une immense et collective *mauvaise foi*, dans le sens dont parlait Sartre¹. En termes philosophiques, il s'agit de baser son

journaux et des magazines d'information à grand tirage parce que c'est là que, pendant les années dont je parle, il était possible de gagner sa vie. Mon travail pour des publications indépendantes, en privé, d'une manière que les autres n'avaient pas besoin de voir, a constitué ma défense contre toute extinction de mon individualité, de qui j'étais vraiment.

Intégrité: rejeter l'aliénation

Si nous nous interrogeons sur la définition actuelle d'un journaliste, je propose que nous commençons par là. Le travail de résoudre la crise de la profession devrait commencer par la détermination de chaque journaliste à rejeter l'aliénation endémique du métier au nom de ce que nous pourrions appeler la «plénitude de soi». Le pasteur de mon petit village de Nouvelle-Angleterre m'a enseigné, il n'y a pas si longtemps, la corrélation entre «intégration» et «intégrité». La ré-intégration de la personnalité du journaliste consiste à lui rendre son état d'intégrité. Je serai à jamais reconnaissant à mon pasteur d'avoir mis en lumière cette vérité, qui se trouvait juste sous mon nez, mais que je n'avais pas su voir.

Tout journaliste s'interrogeant sur son fond intérieur en tant que son «soi intègre» – ne faire qu'un avec son ombre selon les termes jungiens – s'interrogera également sur sa place dans la société. La question, liée étroitement mais distincte, est de savoir où il se situe dans la société, entre les pouvoirs dont il rend compte et son public, les lecteurs et les téléspectateurs pour lesquels il écrit ou diffuse des émissions.

Position à part

Pour répondre à la première question, la plus facile des deux, je pense que *I. F. Stone*, ce magnifique expert indépendant de l'époque de la guerre froide, avait tout à fait raison. Le vrai journaliste est par définition un outsider. Il fait partie de la société, naturellement, puisqu'il ne vit pas dans une grotte, mais il n'en fait pas spécifiquement partie. Il a ses points de vue politiques, comme nous tous. Et c'est une bonne chose. C'est une expression de son moi civique et public qu'il ne faut absolument pas regretter. Mais il porte une responsabilité particulière, voire unique, qui consiste à ne pas mêler ses propres opinions, ses penchants, ses avis, etc. à son travail. C'est un idéal, l'idéal de l'objectivité authentique, qui ne pourra jamais être totalement atteint. Mais il faut néanmoins s'efforcer de l'atteindre, et c'est en grande partie ce qui différencie le journaliste des autres membres de la société.

Izzy Stone a défendu cette position à chaque page de *I. F. Stone's Weekly*, la publication qu'il a écrite, éditée et publiée pendant des décennies depuis la table de sa salle à manger à Washington. De nos jours, rares sont les journalistes qui sont prêts à accepter cette relation avec la société. La plupart d'entre eux souhaitent être reconnus par les élites politiques et sociales. Mais c'est Stone, après tout, qui a observé que chaque génération ne produit que quelques journalistes authentiques – une vérité à retenir.

Le débat «Lippmann-Dewey»

Je viens d'aborder notre deuxième question, à savoir la place du journaliste dans la société et comment il s'y définit. Il s'agit d'une question plus complexe qui nécessite davantage d'explications.

Pour illustrer mon point de vue, je vais me référer à un échange de vues bien connu qui a eu lieu il y a un siècle – entre le début et le milieu des années 1920 – en Amérique. Les deux personnalités qui ont mené ce que nous appelons le «débat Lippmann-Dewey» étaient *Walter Lippmann*, un éminent journaliste et auteur sur des sujets d'actualité, qui a ensuite fait partie des premiers libéraux de la guerre froide, et *John Dewey*, philosophe et pédagogue.

En 1920, Lippmann a publié le premier de trois livres sur la position de la presse et la mission du journaliste dans une société démocratique. «Liberty and the News» fut suivi, en 1922, par «Public Opinion» (2021) et, trois ans plus tard, par «The Phantom Public». Ces livres étaient continuellement plus pessi-

Le «soi-ombre» – quand les journalistes subissent la division de leur personnalité

Le moi obscur des journalistes devrait tous nous interpeller. C'est en tout cas l'une de mes préoccupations majeures depuis les années où j'ai travaillé dans la presse à grand tirage. C'est lorsque les journalistes divisent leur personnalité pour obtenir et conserver leur poste dans les médias traditionnels que les jugements sont altérés et que se mettent en place les corruptions et la déliquescence acablant la profession.

Mon ombre, quant à moi, est cette part de moi-même que j'ai tenue secrète aux yeux des autres. Pendant longtemps, j'ai eu tendance à me la masquer même à moi-même – quand je n'allais pas, en fait, jusqu'à la dissimuler à mes propres yeux. J'ai gagné ma vie dans des

«Etre journaliste aujourd'hui»

suite de la page 3

mistes quant à la capacité du simple citoyen de comprendre un monde devenu plus complexe que jamais.

«Construire le consentement» ...

La réponse de Lippmann à l'émergence de la modernité dans la société de masse a consisté à donner une importance extraordinaire à l'expert. Il a conçu une structure intéressante dans laquelle les experts devaient mettre en œuvre leur savoir-faire. Dans ce concept, ils n'avaient rien à voir avec les gens ordinaires ni avec la politique officielle. Avec un désintérêt total, l'expert conseillait la classe politique sur des réactions déterminées scientifiquement, et il en résultait une politique correcte, libre de tout intérêt particulier. Dans ce schéma, la tâche de la presse consistait précisément à transmettre ces connaissances au public. Les journalistes étaient des messagers. Dans «Public Opinion», Lippmann définissait cette tâche comme – selon la terminologie de son temps – «la construction du consentement».

Selon cette conception, Lippmann donne l'image suivante à la «personne privée» dans «The Phantom Public»:

«Mais les affaires publiques ne sont en aucun cas ses affaires. Elles sont gérées, si tant est qu'elles le soient, dans des centres éloignés, dans les coulisses, par des puissances inconscientes ... Elle [la personne privée] vit dans un monde qu'elle ne peut pas voir ni comprendre ni diriger.»

Et, deux chapitres plus loin, dans ce même livre:

«La gouvernance proprement dite consiste en une multitude d'accords sur des questions déterminées par des personnes déterminées. Celles-ci ne sont que rarement visibles pour les particuliers. Dans les longs intervalles entre les élections, le gouvernement est exercé par des politiciens, des fonctionnaires et des hommes d'influence qui s'entendent avec d'autres politiciens, fonctionnaires et hommes d'influence. La masse des gens ne voit ces accords, ne les considère et ne les influence qu'occasionnellement. Ils sont globalement trop nombreux, trop compliqués, trop opaques dans leurs effets pour faire l'objet du débat publique continue.»

Lippmann a qualifié ces jugements sévères de «réalisme démocratique», bien qu'ils ne me semblent ni démocratiques ni réalistes. La place de la presse dans cet arrangement résultait de l'idéalisation par Lippmann des experts invisibles et de ceux qui les conseillaient. «La création du consentement n'est pas un art nouveau», écrivit-il dans «Public Opinion». «C'est un art très ancien, dont on pensait qu'il s'était éteint avec l'avènement de la démocratie. Mais il ne s'est pas éteint. En fait, il s'est énormément amélioré ...»

... ou l'exposé des de toutes perspectives disponibles?

John Dewey a fait la critique des deux derniers livres du triptyque de Lippmann dans *The New Republic* – revue que Lippmann avait contribué à fonder – et a publié son propre livre sur ces sujets en 1927, intitulé «The Public and Its Problems». Il s'agissait de rétorquer au travail de Lippmann. Dewey n'était pas en désaccord avec Lippmann sur les limites attribuées au citoyen dans une société de masse, mais il misait sur davantage de démocratie, et non pas à la délimiter. Pour lui, l'élite indispensable doit être conseillée en public, sur la base de la compréhension du public face à toutes les perspectives disponibles concernant une question donnée. Présenter ces perspectives, c'était donc le véritable rôle de la presse dans ce concept. C'est de cette base-ci que découlerait l'accord ou le désaccord démocratique, ce qui exclut que la presse l'établisse elle-même:

«Il n'est pas nécessaire que le grand nombre ait les connaissances et les compétences pour mener les enquêtes nécessaires. Il est seulement nécessaire qu'ils aient la capacité d'évaluer l'importance des connaissances fournies par d'autres pour les affaires communes en suspens.»

Nous appelons cet échange indirect entre deux éminents penseurs de l'époque le «débat Lippmann-Dewey», mais en fait, les deux n'ont

jamais eu de débat entre eux. Ce n'est donc qu'une figure de langage. Il est possible d'exagérer leurs divergences, mais deux en sont importantes pour comprendre l'échec de la presse depuis la guerre froide, en particulier son empressement à servir le pouvoir dans les années qui ont suivi 2001 et la crise de la presse que nous étudions aujourd'hui. Lippmann a promu l'idée que le public était passif, le récepteur des décisions des autres. Pour lui, les citoyens étaient des spectateurs – des «spectateurs de ce qui se passe». Dewey, par contre, croyait à la promesse de participation émanant de la démocratie, même s'il admettait la complexité de sa mise en œuvre. Pour lui, personne n'était spectateur, car le politique n'était pas un spectacle; il affirmait l'autonomie du citoyen et ne l'effaçait pas.

Hôtes à la «table des grands» ou «au milieu des citoyens»?

De cette distinction découla une deuxième, qui avait trait à la place que les journalistes occupent dans une communauté démocratique. Était-elle dans les hauts étages, à l'instar des tribuns ailés, les messagers de ceux dont ils rendaient compte, ou insérés au milieu des citoyens, en tant qu'agents d'un échange

«J'ai déjà cité I. F. Stone, qui disait que les journalistes étaient en fait des marginaux. Leur place particulière qu'ils doivent occuper dans la société, sans en faire tout à fait partie, doit être respectée – voire honorée. Cela exige la distance par rapport au pouvoir, écart qui leur permet de rester fidèles à eux-mêmes et à leur éthique. [...] La structure actuelle de propriété des médias américains semble rendre impossible cette évolution. Et pourtant, considérons le problème en tant que question ouverte, même si, en théorie, les choses sont suffisamment contraignantes. Je vois pourtant un grand potentiel dans les publications indépendantes, comme celle qui m'a amené ici aujourd'hui, dans cette salle, devant vous.»

public informé et infiniment varié? La question se résume à celle d'après leurs distances et leurs proximités.

C'est le fossé, un fossé très unilatéral, qui définit le journalisme américain d'aujourd'hui. A notre époque, les médias grand public sont densément peuplés d'adeptes engagés de Lippmann. Je ne vois pas d'exception notable parmi les collaborateurs des grands journaux et des stations de radio. Seuls les médias communément qualifiés d'«alternatifs» peuvent prétendre le contraire.

Il s'agit là d'une position particulièrement dangereuse pour les journalistes mainstream dans le contexte de l'après-2001. Ils se font ainsi les complices des détenteurs du secret ayant pour mission de dissimuler, dans les nouvelles qu'ils transmettent au public, constamment quelque chose. Ce n'est donc guère étonnant qu'une proportion considérable de nos «particuliers» se méfie de la presse main stream en raison de ces mensonges et de ces secrets passés sous silence.

Il est évident que la presse a, à mon avis, commis une erreur drastique en préférant la pensée de Lippmann à celle de Dewey sur ce point. Et je considère que la correction de cette erreur est l'une des tâches majeures que les journalistes doivent assumer s'ils veulent restaurer leur profession et leur propre intégrité, selon le terme que j'emploie dans ce contexte.

Je pense que l'on reste dupé si on croit que ce sera le journalisme traditionnel et ses représentants qui assumeront ces tâches, en entamant une série de réformes fondamentales afin que le journaliste individuel retrouve son intégrité, abandonne l'idée d'appartenir lui-même à l'élite qu'il couvre et se trouvera ainsi dans une meilleure relation avec son public, ses lecteurs, auditeurs et spectateurs. Nous devons bien sûr envisager cette possibilité, mais uniquement par principe – car rien n'est impossible – et les yeux grands ouverts.

Les médias indépendants, une chance pour un journalisme intègre

Si la chance se montre en effet que les médias corporatifs contribuent à se remettre de leurs nombreuses susceptibilités à la corruption, c'est parce que les médias indépendants les ont soit inspirés, soit forcés à le faire. Autrement dit: à mon avis, sur la base de ma longue expérience, le dynamisme de la profession

réside dans les médias indépendants. Je vois en eux la chance pour le journaliste individuel de retrouver son identité, de dépasser l'aliénation mentionnée ci-dessus et de regagner son état d'intégration – son intégrité donc.

Jerzy Grotowski

Je reviens sur *Jerzy Grotowski* et son livre «Towards a Poor Theater» (cap sur le théâtre pauvre) car un *journalisme pauvre* est à mon avis la clé de cette crise dont nous parlons aujourd'hui. Le projet de Grotowski a commencé par une épuration radicale. Pour lui, le théâtre moderne était encroûté de conventions, d'artifices et d'«éléments plastiques» – costumes, maquillages, éclairages sophistiqués, décors élaborés. Le théâtre moderne était du «théâtre riche» – du pur spectacle donc. Le proscenium désignait une frontière aussi bien pour les acteurs que pour le public. Les acteurs n'étaient pas seulement aliénés au public, mais aussi et surtout à leurs propres pensées, sentiments et corps.

Grotowski a insisté sur ce qu'il s'agissait là de «masques de vie», les conventions intériorisées avec lesquelles les acteurs travaillent traditionnellement. Il s'agissait là, me semble-t-il, de la différence entre le soi présenté, le soi

se mettant en scène, le soi de mauvaise foi, en opposition envers le véritable soi, «le visage que nous ne montrons jamais au monde parce que nous le couvrons avec la *persona*, le masque de l'acteur», citation qui ne relève de Grotowski, mais de Gustav Jung.

Dans ce contexte, nous parlons donc de ce que Jung dénommait «Schatten», l'ombre. Dans la langue de Grotowski:

«Lorsque nous nous déshabillons et que nous touchons une couche extraordinairement intime, le masque de vie se fissure et tombe. [...] «Ce non-respect du tabou ... assure le choc qui arrache le masque.» [...] «Dans cette lutte avec sa propre vérité à soi, dans cet effort pour ôter le masque de vie en pleine perceptibilité, j'ai toujours vu un lieu de provocation.»

Transgresser les limites des rôles imposées par la convention, détruire la distance au profit de la proximité et de l'authenticité la plus cohérente que les êtres humains puissent atteindre, voilà le concept du théâtre pauvre.

Il est né de la plus simple des questions. Grotowski est parti de la question auprès de l'essence du théâtre. Si l'on lui enlève tout ce qui n'est pas essentiel, que reste-t-il ? Au théâtre s'ayant débarrassé de son décor et bric-à-brac habituels, la relation entre l'acteur et le public change: ils entrent dans le type de contact le plus élémentaire possible. Grotowski entraînait ses acteurs – et une grande partie de cet entraînement était de nature psychologique – à entrer en contact principalement avec eux-mêmes et de manière la plus honnête possible; c'est à cette condition qu'ils se connectent le plus directement et le plus efficacement avec le public.

«Voir et dire – rien de plus»

J'ai emprunté et adapté la question de Grotowski il y a longtemps. Le journalisme n'est au fond rien d'autre que voir et dire, rien de plus. Si vous lui enlevez tout son superflu et les envahissements de la convention, il vous reste l'observation et son reportage, au travers de l'écriture, la parole ou le film. Tous les fardeaux accumulés – la révérence envers l'autorité officielle, les limites étroites qui définissent les sources et les perspectives «acceptables», le langage dense des bureaucrates et, surtout, la prétention au professionnalisme

de Lippmann allant de pair avec l'appartenance aux élites politiques et administratives – tout cela peut être dépouillé. Une très grande partie de tout cela est due aux relations malsaines avec le pouvoir que j'ai esquissées. Aux pouvoirs politique, entrepreneurial et financier s'ajoutent le pouvoir bureaucratique, le pouvoir des hiérarchies rédactionnelles, le pouvoir de la corruption intégrée face à l'éthique – en somme toute l'inertie et la léthargie qui s'étendent sur la profession.

Le journaliste, capable de voir et de le dire, rejette tout cela. La corruption face à l'exactitude et de l'honnêteté en échange de l'accès aux élites est aujourd'hui pire que ce que l'on aurait pu imaginer il y a quelques années. Il en va de même pour l'autocensure qui se pratique partout dans ce système. Un journalisme pauvre rend possible le refus de toutes les offres, toute négociation de l'intégrité pour l'accès ou l'acceptation à d'autres conditions que les siennes. Cela constituerait en soi un tournant conséquent: un pas de plus pour les journalistes de se débarrasser du poids de l'autocensure, car les mécanismes invisibles qui l'imposent perdent leur effet de levier.

Parlons monnaie aussi

C'est le moment où il faut parler monnaie aussi.

Si l'on veut que la profession se rétablisse de son malaise, les journalistes doivent devenir pauvres au sens propre du terme. Je ne prêche ni vie monastique ni pauvreté. Je ne parle pas de correspondants ou des rédacteurs recevant leur salaire normal pour leur travail honorable. Je fais référence aux niveaux supérieurs où une multitude de nos collègues surpayés sont trop absorbés par les élites qu'ils sont censés couvrir, mais dont ils souhaitent au contraire faire partie. Quoi qu'ils aient pu devenir gravissant les échelons de leur profession, trop d'argent et la soif de reconnaissance les ont ruinés.

J'ai évolué pendant des décennies dans le courant dominant, je connais le pouvoir de l'argent et les dimensions de salaires généreux. Mais entre-temps, j'ai appris qu'une vie modeste est utile et même agréable. J'aimerais citer *Thoreau*, qui a réitéré sa devise: «Moins je veux, plus je suis libre». Et ensuite *H. L. Mencken*, l'éminent iconoclaste qui écrivait et rédigeait à peu près du temps où Lippmann et Dewey menaient leur «débat», qui écrivit: «Autrefois, un bon reporter gagnait autant qu'un barman ou un officier de police. Aujourd'hui, il gagne autant qu'un médecin ou un avocat, et probablement bien plus encore ... Il détient une position sûre dans une certaine classe sociale.»

Je veux suggérer, comme l'a fait Mencken, que quelque chose a été perdu lorsque les journalistes ont commencé à se professionnaliser il y a environ un siècle – quelque chose qui a été perdu et qui vaut la peine d'être restauré. En un mot, les journalistes doivent redevenir et rester «unincorporated» (non incorporés, n'appartenant pas à l'entreprise) s'ils veulent être davantage que les employés de la classe dirigeante, et j'emploie le terme dans tous ses sens. Etre dé-autonomisés veut dire la même chose.

Il faut rester fidèle à soi-même et à son éthique

J'ai déjà cité I. F. Stone, qui disait que les journalistes étaient en fait des marginaux. Leur place particulière qu'ils doivent occuper dans la société, sans en faire tout à fait partie, doit être respectée – voire honorée. Cela exige la distance par rapport au pouvoir, écart qui leur permet de rester fidèles à eux-mêmes et à leur éthique. Ce n'est pas l'argent qui sert ce but, mais une vie modeste – une vie suffisamment confortable pour payer le loyer, fonder une famille et vivre modestement.

Je me pose la question suivante: avons-nous acquis autant de «grandeur» qu'il s'agit là d'une idée étrange? Elle contient pourtant la condition du désintérêt authentique et de l'immunité contre l'intimidation. La position adverse face au pouvoir et la reconnexion avec les lecteurs et les spectateurs l'exigent – cette sorte de désinvestissement. Laissez libre cours à toutes les ambitions et à tous les fantasmes, mais c'est le travail qui est notre récompense, et non la place à la haute table.

Je conclus avec la question suivante. Ce changement d'identité et de place du journa-

Gros titre récent: «Rien n'est prouvé, mais de toute évidence, il faut partir du fait que la rupture du barrage est l'œuvre criminelle des Russes»

La guerre de propagande de l'Occident contre la Russie prend des formes de plus en plus grotesques

par Karl-Jürgen Müller

En fait, c'est devenu habituel: il se passe quelque chose de grave en Ukraine, quelque chose qui émeut la plupart des gens, à juste titre, et peu de temps après, l'opinion divulguée occidentale sait déjà qui est le coupable: la Russie – et bien sûr Poutine, en premier lieu. En 1895, *Gustave Le Bon* a formulé une phrase clé de la propagande de masses dans son livre «La psychologie des masses»: répétez une affirmation, les masses finiront par y croire même si c'est un mensonge.

Bien entendu, je ne sais actuellement non plus qui et quoi est responsable de la rupture du barrage de *Kachowka* et des inondations qui ont suivi. Il existe des médias mainstream germanophones qui appellent à la prudence lorsqu'il s'agit de déterminer les responsabilités. Par exemple, dans le «Badische Neueste Nachrichten», publié à Karlsruhe, on y lit en date du 7 juin 2023: «En Occident et à Kiev, il ne fait apparemment aucun doute que Moscou est responsable de la rupture du barrage. La Russie rejette la faute sur le gouvernement ukrainien. Jusqu'à présent, aucune de ces accusations n'était toutefois étayée de manière convaincante.» Tel est à ce jour l'état réel des choses. Le «Passauer Neue Presse» le savait également. Ce qui ne l'a toutefois pas empêchée de formuler en grosses lettres, le 8 juin, exactement la phrase intenable, reproduite dans le titre de cet article.

Les Russes sont toujours blâmés

Trois membres du gouvernement ont martelé la logique allemande face à l'événement. Le chancelier *Olaf Scholz*, qui ne s'est pas borné à voir sa «nouvelle dimension» dans la conduite de la guerre, a fait remarquer que cet acte «correspondait à la manière dont Poutine fait la guerre». Il ajoute en guise d'explica-

«Etre journaliste aujourd'hui»

suite de la page 4

liste peut-il se réaliser dans les limites de nos institutions médiatiques autant puissantes?

Les médias indépendants – un potentiel prometteur

Mes doutes profonds concernant cette question cruciale ont été suffisamment exposés. La structure actuelle de propriété des médias américains semble rendre impossible cette évolution. Et pourtant, considérons le problème en tant que question ouverte, même si, en théorie, les choses sont suffisamment contraignantes. Je vois pourtant un grand potentiel dans les publications indépendantes, comme celle qui m'a amené ici aujourd'hui, dans cette salle, devant vous. Les ressources ne sont pas celles que l'on souhaiterait, il est vrai. Dans de nombreux cas, nous rencontrons des personnes qui n'ont pas été correctement formées.

À l'heure actuelle, nombre de ces publications sont vulnérables, notamment face à la censure exercée par les plateformes numériques. Tout cela va continuer à se développer encore. Nous n'en sommes qu'au début d'une nouvelle ère. Nous devons penser à long terme. Les ressources viendront d'une manière ou d'une autre, car de plus en plus de lecteurs se détournent des publications de masse et sont à la recherche d'informations qui découlent d'un engagement authentique, basé sur l'intégrité. Le niveau de qualification va s'améliorer. La vague de censure, aussi terrible soit-elle, s'estompera peut-être ou pourra être surmontée d'une autre manière. Je regarde donc l'avenir avec espoir – un espoir qui n'est ni naïf ni borné, dirais-je, mais nourri d'un optimisme inné dont je ne peux me défaire, malgré tous les efforts au fil des années.

¹ La notion de «mauvaise foi» est employée comme terme philosophique, dans le sens du philosophe français *Jean-Paul Sartre* décrivant le phénomène selon lequel l'homme adopte de fausses valeurs par pression de conformité, renonçant à sa liberté absolue afin de ne plus avoir à se poser la question de savoir qui il est. Selon *Kathi Beier*, Sartre dénommait par «mauvaise foi» surtout la tromperie envers soi-même. (Wikipedia)

(Traduction *Horizons et débats*)

tion: «C'est quelque chose qui s'inscrit dans le cadre de nombreux crimes que nous avons vus perpétrer par des soldats russes en Ukraine». Quant à *Annalena Baerbock*, Ministre des Affaires étrangères, elle connaissait immédiatement les coupables disant: «Il n'y a qu'un seul responsable de cette catastrophe d'origine humaine: la guerre d'agression criminelle de la Russie contre l'Ukraine.»¹ Dans l'édition de «Spiegel-Online» du 8 juin 2023, on a lu: «Les raisons exactes de la rupture du barrage de Kachowka ne sont pas encore claires. Le ministre allemand de la Défense [Pistorius] ne laisse planer aucun doute sur la personne à qui il attribue cet acte»: La Russie et *Vladimir Poutine*.

Le 7 juin 2023, le magazine d'information allemand «Focus» a même donné la parole à un «expert», titulaire de la chaire de politique internationale et de politique étrangère à l'université de Cologne. Comme s'il avait été lui-même présent et qu'il était expert en explosifs, il a écrit: «Entre-temps, on peut considérer comme certain que le barrage de Kachowka a été dynamité par la Russie.» L'article du Focus ne contient pourtant pas non plus d'indices étayant cette hypothèse.

Il faut des lecteurs avertis pour douter, lorsque trois membres du gouvernement fédéral et un professeur de Cologne font preuve d'une telle assurance, bien qu'elle ne soit qu'arrogée.

Tout cela est essentiellement grotesque!

Qu'est-ce qu'une grotesque? Considérées isolément, de nombreuses scènes d'une grotesque ont l'effet quasiment contraignant de nous faire rire, ou presque. Mais prises dans leur contexte global réel, l'horreur domine, si bien que le rire reste coincé dans la gorge.

C'est ce que je ressens quand je pense aux hommes (et aux femmes!) politiques et aux médias allemands qui donnent le ton et qui la divulguent. Leur attitude – même si l'on s'agit d'affirmer qui est responsable de la catastrophe du barrage – est en partie ridicule à outrance. Mais quand on réfléchit à ce qui suivra, le rire se défend. La guerre en Ukraine

provoquée par l'Occident a commencé bien avant le 24 février 2022, et bien avant le printemps 2014 – comme tout le monde devrait savoir – avec la politique de la «seule puissance mondiale», la prétention à la domination mondiale et les troubles qui en découlent, les «changements» violents de gouvernement, l'exploitation meurtrière et les guerres. Tout cela signifie déjà des millions de victimes, d'énormes destructions, des injustices à tous les niveaux.

Un concitoyen allemand m'a récemment dit qu'il trouvait sérieux que les discussions allemandes soient dominées par le noir et le blanc. Ce qui aboutirait à l'impossibilité de dialoguer. Voilà donc le fruit amer de la propagande. Il n'y a plus que le noir et le blanc, pas de nuances, pas de pondération, pas de différenciations, pas de prises en compte des autres, pas de ponts, pas d'approches historique et politique.

Pas de réflexion politique signifie absence de tout lien humain.

Comment freiner nos «apprentis sorciers»?

Le 6 juin, le quotidien allemand «Bild» a publié les résultats d'un sondage éclair réalisé par l'institut de sondage INSA. Selon ce sondage, l'AfD et le SPD sont désormais au coude à coude en termes d'intentions de vote, avec 19 % chacun. Comment interpréter ce résultat? Deux choses ressortent clairement. Le SPD, ancien grand parti à nouveau au pouvoir, a perdu beaucoup de sa réputation. Et le mécontentement des citoyens vis-à-vis de la politique gouvernementale prend de la vigueur. N'est-ce pas là aussi l'arrière-plan de la propagande politique en public? En Allemagne, ils sont nombreux à s'inquiéter des restrictions massives de la liberté d'expression, motivées par des raisons politiques. Un signe de force? Non, de déclin! Les apprentis sorciers se trouvent face au désastre – et aucun maître sorcier ne se dessine à l'horizon.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, *Maria Zakharova*, a accordé une interview de deux heures au publiciste

Thomas Röper, qui vit en Russie.² La personne politique de sommet y a évoqué l'Allemagne en se montrant profondément préoccupée par deux choses notamment: le fait diplomatique survenu sur la scène internationale peu de jours avant le fatidique 24 février 2022, où le chancelier allemand a qualifié les sévères mises en garde de Poutine contre le génocide en cours de la population d'origine russe dans le Donbass comme «ridicules». Et le fait qu'aujourd'hui l'Allemagne soutienne à nouveau la politique ouvertement fasciste de l'Ukraine sans conscience historique et avec tous les moyens à sa disposition. Tout cela n'est-il que de la propagande russe?

Seymour Hersh

Ces dernières semaines, j'ai lu l'autobiographie de *Seymour Hersh*. Je recommande vivement cette lecture (Reporter. A memoir, 2018, en anglais). Depuis plus de 50 ans, Seymour Hersh révèle les crimes du gouvernement américain dans des conditions difficiles et avec beaucoup de soin, de lucidité, de passion sincère et de soutien de la part de maillons anonymes de la chaîne de commandement. Jusqu'à présent, tout cela n'a guère eu de conséquences réelles sur la politique gouvernementale américaine – elle est restée fidèle à elle-même; seules ses méthodes se sont raffinées, pour devenir encore plus perfides.

Tous ces efforts ont donc été en vain? Non, tout être humain qui ne succombe pas aux tentations de dominer autrui se redresse lorsqu'il voit qu'il existe d'autres hommes qui sont des avocats intrépides et infatigables du droit. Cette orientation est sans doute restée un terrain propice à la période de changement qui s'annonce, partout dans le monde.

¹ Scholz et Baerbock cités par <https://www.zdf.de/nachrichten/politik/scholz-staudamm-ukraine-krieg-russland-100.html> du 6/06/23

² https://www.anti-spiegel.ru/2023/der-komplette-text-des-interviews-mit-maria-sacharowa/?doing_wp_cron=1686226121.8994510173797607421875%28280523

Julian Assange – cet espace de liberté qui nous manque

par Xavier Lasso

Près de dix ans se sont écoulés depuis les déboires qu'a connus *Edward Snowden* dans sa quête pour rejoindre l'Equateur, un pays que Snowden avait alors choisi parce que *Julian Assange* en était l'hôte illustre dans son ambassade de Londres. À l'époque, l'Equateur était bien différent, il avait des rêves de souveraineté, il faisait partie du projet de la «Patria Grande», notre grande Patrie, celle de *Néstor Almendro*, de *Chávez*, d'*Evo Morales*, de *Lula*, tout comme de *Fernando Lugo*, et de *Rafael Correa*, qui incarnait ma patrie, l'Equateur.

On commençait à parler de *Julian Assange* et de sa conception différente du journalisme: il refusait de se plier aux consignes d'un certain establishment journalistique, les grands médias, soit la «pratique d'un journalisme responsable» qui se résume à conditionner l'information et à laisser les médias décider de la destination de leurs archives.

En 2010, *Chelsea Manning* a fourni à Assange de multiples informations sur la barbarie des «gringos» en Afghanistan, en Irak et à Guantanamo.

Manning avait auparavant contacté le *Guardian* britannique et d'autres médias, lesquels lui ont fermé la porte au nez. Voilà comment il s'est retrouvé chez *WikiLeaks*, ce qui a permis à Julian Assange d'accéder à la notoriété mondiale. Ce dernier n'a pas hésité à mettre en pratique d'autres principes qui peuvent s'appliquer à ce qu'il appelle lui-même le journalisme scientifique: vous avez des preuves irréfutables pour prouver vos hypothèses, alors, récupérez-les, faites-les vôtres et publiez-les.

C'est ce qu'a fait Assange et il a également utilisé ce que l'on appelle aujourd'hui, face à la multiplicité des sources, la «boîte aux

lettres sécurisées»: personne ne doit savoir d'où vient ce que vous publiez. Mieux encore, mettez un masque à votre source et elle vous dira la vérité. Tout le monde sait que le masque recouvre la vérité, mais qu'il la détient.

Aujourd'hui, Assange est très affaibli, mentalement et physiquement, on précipite son décès avec tellement de tortures psychologiques, son extradition qui semble avoir été approuvée par les tribunaux britanniques vers les États-Unis – un pays qui a engagé 18 procédures légales à son encontre, l'accusant d'avoir divulgué les noms des personnes mentionnées dans les câbles publiés par WikiLeaks.

Le gouvernement de ce traître de *Lenin Moreno* (successeur à *Rafael Correa*) rempli de scélérats à l'image du ministre des affaires étrangères de l'époque, *José Valencia*, a remis Assange à la police britannique (ce qui revenait à le livrer aux États-Unis), permettant aux sbires d'entrer dans l'ambassade d'un pays souverain et de se saisir de l'Australien par la force. En l'enlevant, ils ont bafoué les principes de dignité que nous avons forgés à partir d'une politique étrangère libre, qui rejetait la centriste des intérêts européens et américains. Moreno, subordonné aux idées du système mondial, construit à partir du capitalisme le plus impitoyable, n'a jamais pensé au tort qu'il causait au journalisme libre, celui qui cherche peu à peu à élaborer un autre récit, qui tient également compte de nos visions, de nos contributions, de notre façon de comprendre ce monde-là.

On demeure ébranlé par l'indifférence du consortium médiatique, celui qui prétend défendre la liberté d'expression et a pourtant bénéficié des premières contributions de WikiLeaks – *The Guardian*, *Le Monde*, *Der Spie-*

gel, *El País* et *le New York Times* – et les a utilisées comme bon lui semblait, retenant au passage un grand nombre d'informations, les manipulant, infantilissant leur public, comme si celui-ci n'était pas capable de se plonger de lui-même dans les documents que WikiLeaks avait reçus.

Stella Morris, avocate et compagne d'Assange, craignant pour lui le pire, y compris la mort, réclame justice, nous confrontant ainsi aux divers aspects de la liberté d'expression. Son mari n'est pas un «hacker», c'est un brillant journaliste qui croupit aujourd'hui dans une prison de haute sécurité à Londres, dans une indifférence quasi-totale. Les deux visites hebdomadaires étant insuffisantes, ses deux enfants ont une image bien triste de leur père, empreinte d'ombres, car comme dans la grotte [à Platon], son image n'apparaît que comme projetée sans qu'on puisse les voir en pleine lumière.

Il faut libérer Assange, nous avons tous besoin de cet espace de liberté qui nous manque tellement. Que les États-Unis sachent qu'une bonne partie de cette planète aura les yeux rivés sur la justice que réclame l'affaire Assange. Nous serons des millions, des foules de gens à affronter ce pouvoir qui explose dangereusement lorsqu'il est pris en flagrant délit. Le crime d'Assange est d'avoir soulevé le voile sur de multiples secrets, et c'est en même temps sa plus grande contribution.

Xavier Lasso est spécialiste en communication, en sciences sociales et ancien vice-chancelier de *Rafael Correa*.

Source: <https://www.pagina12.com.ar/556552-julian-assange-ese-pedazo-de-libertad-que-nos-falta-du-9/06/23>

(Traduction *Horizons et débats*)

Wolfgang Bittner: l'état d'urgence

Réflexions et analyses géopolitiques prenant en compte le conflit ukrainien

par Johannes Irsiegler

«Celui qui ne connaît pas la vérité n'est qu'un imbécile. Mais celui qui connaît la vérité et la qualifie de mensonge est un criminel!»

Bertolt Brecht



«Les guerres commencent presque toujours par des mensonges. [...] Le début des guerres est généralement précédé de campagnes de propagande et de diffamation contre l'adversaire, qui devient

ainsi un ennemi à attaquer. Ces dernières durent des mois, voire des années, [...] Une forme particulièrement perfide de guerre clandestine est la sanction d'Etats indésirables ou résistants. On accepte que de nombreuses personnes souffrent ou même meurent en raison de la pénurie qui en résulte. Ce faisant, on se réfère à des «valeurs occidentales» qui ne sont même pas respectées dans le propre pays la plupart du temps.»

C'est par ces affirmations que Wolfgang Bittner commence son dernier livre «L'état d'urgence. Réflexions et analyses géopolitiques en tenant compte du conflit ukrainien» («Ausnahmestand – Geopolitische Einsichten und Analysen unter Berücksichtigung des Ukraine-Konflikts»). Elles sont le prélude à une présentation et à une analyse explicative de l'état d'urgence dans lequel se trouvent l'Allemagne et l'ensemble du monde occidental.

Wolfgang Bittner est un écrivain et journaliste allemand qui vit à Göttingen. Docteur en droit, il écrit aussi bien pour les adultes que pour les jeunes et les enfants depuis 1970 ayant reçu plusieurs prix littéraires. De 1996 à 1998, il a été membre du conseil radiophonique de la WDR. De plus, il a fait partie du comité directeur fédéral du syndicat «Verband deutscher Schriftsteller» de 1997 à 2001. Il est membre du «PEN-Zentrum Deutschland».

L'état d'urgence?

Wolfgang Bittner s'inscrit dans la tradition de la politique de détente de Willy Brandt dans les années 1960 et 1970. A l'époque, la devise était: «Réduire les tensions en Europe» et «Change-

ment par rapprochement». Brandt a fondé une nouvelle politique à l'égard de l'Est et de l'Allemagne: «Nous voulons être un peuple de bons voisins – à l'intérieur et à l'extérieur.» C'est ainsi qu'a été lancé le processus d'Helsinki au niveau international, processus qui a permis la création de la CSCE et, plus tard, de l'OSCE. La réalité actuelle est toutefois différente, ce que déplore Bittner: «Les chances qui s'étaient offertes par la politique de détente de Brandt en vue d'une cohabitation pacifique, non pas seulement en Europe, ont été gâchées et les possibilités de surveillance et les réglementations par les autorités radicalement étendues et consolidées. [...] C'est ainsi que les efforts de paix des générations précédentes ont été trahis et oubliés, et que nombre des droits péniblement acquis par la population active ont peu à peu été démantelés.»

Bittner retrace minutieusement l'évolution de la politique de paix de Brandt jusqu'à la politique de guerre actuelle: L'Allemagne a été transformée en «avant-garde contre la Russie», à laquelle on a attribué le rôle de nouvel ennemi. La responsabilité de cette évolution funeste incombe aux Etats-Unis et à leurs vassaux en Europe. Dès le début, l'objectif de certains cercles aux Etats-Unis était de faire entrer la Russie dans une guerre, ils espéraient qu'elle s'en trouverait affaiblie à jamais. A juste titre, Bittner qualifie la séparation de l'Europe occidentale et de la Russie provoquée par les Etats-Unis de «tragédie du siècle». Les grands perdants seront l'Europe et surtout l'Allemagne. Les gouvernants de cette dernière ont pris de plus en plus de goût à la politique de guerre agressive contre la Russie, en particulier le parti «Die Grünen» («Les Verts») qui est passé du statut de pacifiste à celui de véritable parti de guerre et qui a reçu pour ce rôle la reconnaissance du grand frère outre-Atlantique depuis les années 1990.

La guerre à l'extérieur s'est accompagnée de changements drastiques à l'intérieur, si bien que l'Allemagne est à peine reconnaissable. Elle se trouve dans un état d'urgence, dans lequel les libertés et les droits fondamentaux sont de plus en plus restreints: «Qui aurait pensé qu'en Al-

lemagne, un gouvernement prendrait le pouvoir et mènerait l'économie à la ruine et appauvrirait de larges couches de la société? Qui aurait pu imaginer que les droits fondamentaux seraient annulés par décret, que la censure et la liberté d'expression seraient limitées, que les voix dissidentes seraient harcelées, diffamées d'être «non-conformistes» («Querdenker») et théoriciennes du complot et qu'une société entière se transformerait à ce point?»

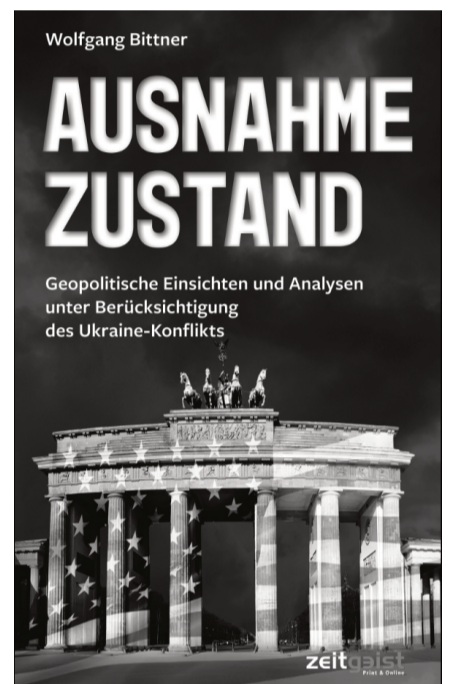
Bittner fonde son analyse sur des sources originales qu'il documente en détail en annexe. Il laisse au lecteur le soin de se faire sa propre opinion à partir des prises de position à l'Est et à l'Ouest. De nombreux développements n'ont peut-être pas toujours été aussi évidents pour le lecteur: Par exemple, le fait que l'Union soviétique de l'époque devait être poussée à la faillite par «des actes de sabotage, des attentats terroristes, la mise en scène de révoltes et d'immenses coûts de réarmement». Ce n'est qu'en exploitant les ressources de l'Union soviétique en pleine déliquescence que les Etats-Unis ont pu surmonter leur propre crise économique qui s'aggravait dans les années 80 et 90. Le Premier ministre suédois de l'époque, Olof Palme, adversaire déclaré de cette confrontation politique, a été assassiné peu avant une rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev. Mais pour la population de l'ex-Union soviétique, cela signifiait famine et misère. Les Russes et leurs représentants politiques ne l'ont jamais oublié.

Le besoin fondamental des hommes est de vivre en paix

Bittner déclare: «Ce qu'il faut viser en premier lieu – de manière très pragmatique – c'est la paix avec la Russie, la Chine et d'autres pays harcelés par les Etats-Unis, ainsi que le retrait de l'OTAN et la réflexion sur les intérêts allemands, qu'il convient de défendre sans tomber dans l'égoïsme national.» Pour lui, il ne s'agit pas de se détourner des Etats-Unis, mais de «remettre à leur place les forces destructrices qui visent à dominer le monde». Le «gouvernement allemand ne pourra pas non plus pour-

suivre éternellement sa politique destructrice. Les choses ne peuvent pas rester en l'état. Le besoin fondamental des hommes est de vivre en paix.» Bittner esquisse une image de ce à quoi l'Allemagne pourrait ressembler après le changement de politique qui s'impose: «Pour cela, il existe des idées d'une économie organisée de manière à respecter l'homme, d'un système financier plus raisonnable et d'une société pacifique basée sur la solidarité. [...] Des personnalités intelligentes et humaines y ont réfléchi, beaucoup de choses sont déjà inscrites dans des constitutions ou des contrats sociaux, comme la Charte des Nations unies.»

Bittner résume ses réflexions: «Liberté, égalité, humanité! Il faut espérer [...] que ces idées puissent faire leur chemin à long terme. Sinon, notre civilisation, qui ne peut plus être nommée culture depuis un certain temps déjà, est en fin de course.» Autrement, l'humanité risque d'être confrontée à un «totalitarisme parfaitement organisé sur le plan technologique».



ISBN 978-3-943007-47-3

«Une sortie honorable»

Une petite étude sur l'arrogance coloniale, le pouvoir et les profits, sur le modèle français de la guerre d'Indochine

par Silvia Nogradi



Dans son livre – défini par l'auteur comme «récit» – Eric Vuillard livre de la guerre d'Indochine une image très vive, de la dernière phase de cette guerre coloniale menée par la France

sur le territoire vietnamien de 1946 à 1954. Il s'appuie principalement sur une série d'exemples soigneusement choisis et documentés, parvenant ainsi à faire entrevoir au lecteur la manière dont les intérêts personnels, psychologiques, financiers ainsi que les motivations du pouvoir politique ont interagi dans cette guerre, et non pas uniquement dans celle-ci. Avec acuité et réalisme – on retrouve

ici non seulement l'auteur mais aussi le metteur en scène – Vuillard met en lumière les éléments qui révèlent au lecteur sur quel mépris de l'individu, racisme et arrogante volonté de puissance se fonda cette tardive guerre coloniale française. Il démonte de façon accablante les mécanismes de poursuite d'un combat sanglant, alors même qu'il est clair depuis longtemps que la guerre ne peut plus être gagnée et qu'elle n'est déjà plus défendable devant l'opinion de sa propre population.

Comprendre les mécanismes du pouvoir et de l'arrogance coloniale

Les différents épisodes s'enchaînent selon une logique interne définie dans laquelle ils illustrent, en principe indépendamment de la situation donnée ou du comportement spécifique des différents personnages impliqués, les mécanismes du pouvoir et de l'exploitation coloniale: dans chaque combat engagé, il ne s'agissait en principe pas de la défense de l'honneur de la nation française, de la démocratie et des valeurs libertaires, mais du maintien de la présence militaro-industrielle des intérêts français en Indochine, jugée légitime sans aucun remord. A y regarder de plus près, les batailles furent exclusivement menées au nom des intérêts économiques de certaines entreprises industrielles françaises – pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres, il ne faudrait pas parler de la «bataille de Cao Bang», mais de la «bataille pour la Société anonyme des mines de minerai de Cao Bang», comme dit l'auteur.

De la même façon, une scène datant de 1928 – une visite d'inspecteurs de l'administration coloniale dans une plantation d'hévéas de la société Michelin – montre la cruauté des propriétaires de la plantation lesquels, en vrais

adeptes du taylorisme, font travailler leurs ouvriers comme des esclaves de manière si impitoyable qu'en l'espace d'un an, près de 30 % d'entre eux décèdent. Au moindre signe de résistance, ils sont torturés au point que pour nombre d'entre eux, la seule issue semble être le suicide. Certes, les contrôleurs en font le constat et en dressent consciencieusement le procès-verbal, mais cela ne débouche sur rien de concret.

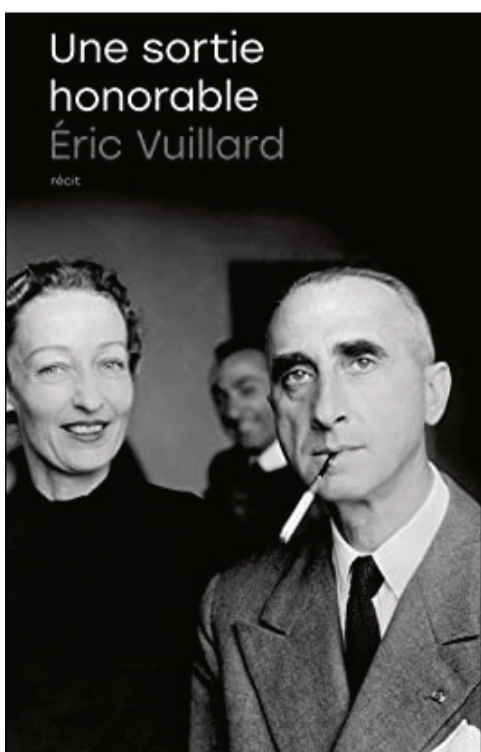
Dans un autre épisode, Vuillard nous emmène au Parlement français, l'Assemblée nationale, le 19 octobre 1950. L'information du jour, le coût de la guerre qui engloutit un milliard de francs par jour, y jette sans doute un certain trouble, vite oublié cependant au restaurant autour d'un copieux déjeuner. Et c'est dans ce contexte colonialiste que personne n'écoute le député, lui-même d'origine kabyle¹, qui tente désespérément de rappeler que les soldats de cette guerre sont avant tout issus des autres colonies. Le représentant du groupe socialiste se contente de réagir en rappelant que tous les «soldats qui se battent là-bas sous le drapeau français, sans exception, méritent un hommage respectueux».

La guerre perdue sur le terrain se poursuit, malgré tout bon sens

Pierre Mendès France prend ensuite la parole. Il a beau s'exprimer clairement – une hypothétique victoire en Indochine coûterait trois fois plus cher en crédits – en clair, elle coûte trop cher. Il parvient donc à la conclusion logique: «L'autre solution consiste à rechercher un accord politique, un accord évidemment négocié avec ceux qui nous combattent». (p. 39 et suivante). Ce qui revient à proposer des négociations de paix avec le Viêt Minh. A ce moment précis, Mendès France ne se fait aucune illusion: il sait qu'il est en train de

compromettre sa carrière politique. Ses arguments sont basement décrédibilisés par de fallacieux parallèles historiques (Vichy, p. 53 et suivantes) mais ne sont pourtant pas rejetés (p. 65 et suivantes). Par la suite, et au lieu de mettre un terme à la guerre déjà perdue, le gouvernement nomme de Latre de Tassigny

Suite page 7



ISBN 978-3-7518-0908-5

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants
uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'ex-
traits courts et de citations avec indication de la source «Horizons
et débats, Bazenheid».

Catastrophe de l'ICE à Eschede il y a 25 ans

Mémoire, mise à jour et enseignements

par Winfried Pogorzelski



Il y a 25 ans, l'Allemagne a connu le plus grand accident d'un train à grande vitesse du monde: le 3 juin 1998, un intercity express (ICE) a déraillé près de la localité d'Eschede en Basse-Saxe, passant sous un pont à 200 km/h. La cause était un pneu défectueux qui s'est probablement brisé par manque d'entretien. 101 passagers ont perdu la vie et plus de 100 personnes ont été grièvement blessés. 25 ans plus tard, Heinrich Löwen qui a perdu sa femme et sa fille dans la tragédie, a publié un livre évoquant le manque de soutien pour les survivants par la société des chemins de fer allemands, la *Deutsche Bahn AG (DB)* ainsi que la lenteur de l'enquête de la catastrophe. La publication, qui a d'ailleurs bénéficié du soutien de la DB, permet de jeter un coup d'œil sur l'état actuel de la DB.

Deux mois après l'accident, une communauté d'intérêts a été créée par les survivants sous la houlette de l'auteur, afin de mieux gérer la catastrophe sur le plan émotionnel, mais également en termes de recherche approfondie des causes, de clarification juridique des responsabilités et de régularisation financière. Il s'est rapidement avéré que les personnes concernées aient eu à parcourir un chemin épineux.

L'association «Selbsthilfe Eschede» commence son travail

La DB n'est pas allée à la rencontre des survivants d'elle-même, elle leur a offert un montant bien trop faible en guise de dédommagement, n'a pas présenté d'excuses publiques, a proposé un soutien psychosocial qui n'a guère rencontré d'écho positif et n'a pas non plus laissé entendre qu'elle souhaitait faire examiner les causes techniques de l'accident en profondeur. Après quelques entretiens infructueux avec la direction des chemins de fer, l'association «Selbsthilfe Eschede» (Groupe d'entraide Eschede) engage la voie juridique. En 2001, une action en dommages-intérêts est finalement déposée auprès du tribunal. Elle est rejetée par les instances concernées deux ans plus tard.

C'est en 2013, 15 ans après les faits, que les DB regrettent profondément l'accident en demandant pardon aux survivants «pour la souffrance humaine occasionnée» (p. 33). Il est décidé que l'organisation participerait à la conception finale d'un mémorial digne de ce nom, mettant en garde contre «une foi excessive en la technique» et exhortant à «la vigilance due dans l'intérêt des personnes» (p. 35).

«Une sortie honorable»

suite de la page 6

Haut-commissaire et Commandant en chef en Indochine, lequel va parcourir le globe afin de «défendre la cause de l'Indochine, celle du monde libre». (p. 77) Son but, en effet, est avant tout à obtenir des Etats-Unis leur soutien de cette guerre sur territoire vietnamien. Et il y parvient, en promettant de ne pas faire appel aux «American boys» en tant que soldats, et il obtient une très importante contribution financière de la part des Etats-Unis prenant en charge 40 % des coûts de la guerre. Il n'en reste pas moins qu'au même moment, René Mayer, Président du Conseil, déclare: «La situation en Indochine est tout simplement catastrophique. La guerre est pratiquement perdue. La seule chose que l'on peut encore espérer, c'est «une sortie honorable». Le général Henri Navarre est nommé au poste désormais impopulaire de Chef du commandement français. En fait, le plan de Navarre – et donc des militaires français et des politiciens au pouvoir – consiste à tenter d'infliger une cuisante défaite à l'ennemi, le Viêt Minh, afin d'assurer à la France une position de négociation favorable pour «sa sortie honorable».

Aussi cynique et hypocrite que profitable

Par le choix même de son titre «Une sortie honorable» – Vuillard met en évidence toute l'absurdité et l'absence de respect humain contenues dans cette approche. Est-il «honorable» de sacrifier des milliers et des milliers de vies humaines au nom des seuls intérêts financiers et du pouvoir, et pour satisfaire des ambitions personnelles? Et ce, en sachant qu'il

Dorénavant, tous les trains ICE «passant Eschede à l'heure de l'accident, réduisent ostensiblement leur vitesse, geste de respect», écrit l'auteur (p. 36).

La manière de traiter la catastrophe impose une course à obstacles

Depuis novembre 1998, des soupçons de manquements à la sécurité avaient filtré dans la presse. Mais c'est quatre ans plus tard que trois ingénieurs ont été inculpés: «Ils ont été accusés de négligence et donc de responsabilité pour les 101 morts et plus de 100 blessés» (p. 54). Ils n'auraient pas suffisamment testé la résistance des nouvelles roues (à suspension en caoutchouc) utilisées et ne les auraient pas soumises aux contrôles réguliers, manquements ayant eu pour conséquence fatale qu'une roue trop sollicitée aurait déclenché la catastrophe. Pour de nombreux observateurs, il a toujours été entièrement incompréhensible qu'aucun membre de la direction de la DB ou responsable de la maintenance et de l'entretien n'ait été sollicité pour se justifier. De plus en plus, le débat judiciaire a pris les allures d'un «symposium spécialisé sur la résistance des matériaux» et «sur la sollicitation des bandages de roues sous charge» (p. 57). Le tribunal a finalement conclu que les accusés n'étaient «pas gravement coupables» et qu'une poursuite du procès nécessiterait «de laborieuses enquêtes d'environ un an et demi à deux ans» (p. 58). Les accusés ont accepté de payer une amende de 10 000 euros chacun tandis que le parquet a refusé «d'éclaircir les faits sans ménagement et d'établir la culpabilité [...] de la direction de la DB» (ibid.).

Indemnités pour souffrances endurées et aides aux survivants

L'allocation d'indemnités pour souffrances endurées a également eu du mal à aboutir: au lieu de cette notion habituelle, les autorités concernées ont employé l'indemnité d'«allocation spéciale» et, pour raison des coûts, elle n'a été engageable qu'à travers une seule instance. Finalement, les familles des victimes ont été rémunérées de 30 000 deutschemarks (15 000 euros) pour chaque décès, sans tenir compte des circonstances sociales. En plus, la construction d'un mémorial digne de ce nom, avec les noms des 101 victimes gravés sur des plaques commémoratives en granit, et la plantation de 101 cerisiers n'auraient pas non plus été réalisées sans le travail infatigable du

ne s'agira que de retarder, de prolonger le moment de la défaite finale. Ce qui avait été prévu était l'anéantissement du Viêt Minh à *Diên Biên Phu* – projet qui s'avéra être en réalité la défaite totale des troupes françaises. Au travers du personnage de Navarre, l'auteur démontre comment faiblesses personnelles et erreurs d'appréciation militaires peuvent s'additionner en catastrophe: il montre que la ridicule ambition personnelle de Navarre est l'une des origines de la catastrophe finale. A aucun moment cet homme (ou un autre) n'a pensé aux innombrables sacrifices, aux innombrables vies humaines sacrifiées pour cette «sortie honorable». Pour la plupart, les soldats tombés au combat étaient Arabes, Africains, Asiatiques ou appartenaient à la Légion étrangère, et cela est sans aucun doute entré dans les calculs.

Enfin, toute cette machine de guerre dissimulait des intérêts financiers et politiques considérables, ce que Vuillard met en évidence dans le dernier chapitre. Le style narratif de Vuillard – engagé mais précis, pas vraiment celui d'un historien au sens strict, mais une méthode combinant les moyens de la littérature avec ceux du cinéma – permet au lecteur de comprendre de manière tangible comment, sur la base du mépris des autres cultures et d'autres couleurs de peau, d'un racisme orgueilleux, de la conviction de la supériorité personnelle, la terrible injustice des guerres coloniales du milieu du 20^{ème} siècle peut encore se répéter de nos jours.

C'est sur ce terrain que l'ambition personnelle (au travers des exemples de Navarre et de Castries), le désengagement, la rhétorique sophistiquée ou plus exactement insidieuse et l'apathie (à l'Assemblée nationale) créent les conditions pour perpétrer la plus grande in-

justice, le meurtre et l'assassinat, une injustice dont profitent en fin de compte surtout les banques et l'industrie de l'armement.

La Deutsche Bahn – un désastre

Se rappeler cette catastrophe ne va pas sans s'occuper de l'état actuel de la DB. L'infrastructure de la DB est dans un état alarmant et ne répond pas aux exigences de qualité et de capacité: 33 500 kilomètres de voies ferrées avec ponts, aiguillages, passages à niveau et postes d'aiguillage doivent être rénovés d'urgence, mais les investissements sont beaucoup trop faibles ces dernières années (considérablement moins qu'en Suisse et en Autriche par exemple), et ces déficiences pèsent face au contexte de l'augmentation simultanée et rapide du trafic! Par conséquent, il y a d'innombrables chantiers nécessitant souvent des déviations sur les lignes ferroviaires, source des 80 % des retards devenus habituels. En 2022, un train à longue distance sur trois était en retard, ce qui signifie que seuls 66 % des trains étaient à l'heure. Comme la capacité du réseau ferroviaire est loin d'être suffisante pour transférer le trafic routier lourd de la route vers le rail, le volume des travaux ne cesse de croître – un cercle vicieux.

En Suisse, on déplore les conséquences fatales pour la «NLFA», la «nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes (suisses)» convenue en 1996 et accompli entre-temps, dont l'objectif était de transférer sur le rail le trafic de transit dans le sens nord-sud. L'Allemagne est désespérément en retard; il faudra attendre 2041 pour que la liaison Bâle-Karlsruhe soit achevée.

Des objectifs ambitieux, des mesures de grande envergure

Les objectifs du gouvernement fédéral allemand sont ambitieux: D'ici 2027 il veut investir 45 milliards d'euros dans la société *Bahn AG*, très endettée et dont il est propriétaire. Une partie des péages pour les camions doit également être affectée au développement du transport ferroviaire. D'ici 2030, le transport de passagers devrait être doublé et le transport de marchandises, qui représente 19 % aujourd'hui, devrait être transféré à 25 % sur le rail.

Le rail ne se contente pas d'organiser les transports régionaux, de longue distance et

la démocratie et la libération du communisme, mais elle s'est avérée aussi facile à vendre que rentable.

Car ils savent ce qu'ils font ...

Vuillard ne cache pas non plus son indignation lorsqu'il s'agit de décrire, par le biais d'une réunion du Conseil d'administration de la Banque d'Indochine, à quel point la richesse de certaines banques reposait sur le commerce du caoutchouc en Indochine. Il montre que tout ce monde de la finance est fortement déterminé par des liens personnels, familiaux, par un réseau de familles influentes positionnées à l'arrière-plan des intérêts du pouvoir et de la finance de l'Etat, qui y tirent les ficelles et se renvoient mutuellement les bons postes. Ce n'est pas sans ironie que Vuillard, lorsqu'il décrit les alliances de la bourgeoisie financière française, emploie la terminologie de l'ethnologue de *Claude Lévi-Strauss* quand il décrit le «tribalisme» des populations «non civilisées». Il est tout aussi préoccupant d'apprendre que cette banque, anticipant la défaite imminente, s'était retirée des affaires en Indochine bien avant l'anéantissement des troupes françaises à *Diên Biên Phu*, afin d'investir dans d'autres colonies et d'autres parties du monde ...

Des combats sans espoir, donc, pour une colonie déjà vidée de sa substance, une guerre qui, grâce aux ventes d'armes et aux crédits de guerre, rapportait en même temps d'énormes bénéfices – on finissait même par gagner sur la défaite de l'armée française, financée par le contribuable français. D'innombrables vies humaines, des deux côtés, en ont été le prix à payer. Cette guerre n'avait certes plus grand-chose à voir avec ses prétendus objectifs – la défense du monde libre,



ISBN 978-3-9825491-0-1

de marchandises, il entretient également le réseau ferroviaire. C'est trop, même selon la coalition tricolore au pouvoir en Allemagne elle aussi. C'est pourquoi on veut séparer le réseau ferroviaire, les gares ainsi que le secteur de l'énergie du groupe, et les regrouper dans un secteur dit d'infrastructure à partir de 2024. Il sera géré par une «société d'infrastructure d'intérêt général». Il faut souhaiter à notre voisin du nord et à l'Europe toute entière que ces mesures déploient rapidement leurs effets ...

Sources:

Gafer, Tobias. «Deutschlands Bahnnetz ist marode – Italien macht es besser. Die Schweiz sollte mehr nach Süden schauen statt nach Norden (Le réseau ferroviaire allemand est en mauvais état – l'Italie fait mieux. La Suisse devrait regarder davantage vers le sud que vers le nord)». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 11.5.2023

Kranz, Beate. «Bahn will pünktlicher werden: Das sind die größten Probleme» (les chemins de fer veulent être plus ponctuels: les plus grands problèmes). Dans: *Berliner Morgenpost* du 30/03/23, <https://www.morgenpost.de/wirtschaft/article238033789/deutsche-bahn-probleme-zuege-verkehr-strecken.html>

Löwen, Heinrich. *ICE 884 – nach der Katastrophe von Eschede – Erinnerungen, Erfahrungen und Erkenntnisse, aufgezeichnet zum 25. Jahrestag am 3. Juni 2023 (ICE 884 – après la catastrophe d'Eschede, souvenirs, expériences et conclusions, enregistré le 3 juin 2023 pour le 25^e anniversaire)*. Schrobenehausen o.J., (www.bahnbuch.de), ISBN 978-3-9825491-0-1

ARD. «Plusminus» du 17/05/2023. «Chaos auf der Schiene – Wie das Netz der Bahn besser werden könnte (chaos sur les rails – comment le réseau des chemins de fer s'améliorerait)», <https://www.daserste.de/search/searchresult/100.jsp?searchText=deutsche+bahn&dateFrom=&dateTo=&broadCastTitle=Chaos+auf+der+Schiene+Wie+das+Netz+der+Bahn+besser+werden+könnte>, <https://www.tagesschau.de/multimedia/video/video-1196748.h>

Une fois de plus, Vuillard laisse transparaître les mécanismes psychiques qui ont favorisé le refoulement de ce qu'on savait, ainsi que l'occultation de toute cohérence honnête: Bien que le président du Conseil d'administration de la Banque d'Indochine éprouve dans un premier temps quelques remords en raison de ses affaires déloyales et doive affronter la «vérité monstrueuse» qu'il a sous les yeux, ses remords sont rapidement balayés par les avantages de sa propre vie confortable, de ses propres privilèges, de ses petits plaisirs familiaux.

En effet, après leur lourde défaite militaire, les Français quittent le Vietnam, aussitôt remplacés par les Américains. La guerre, censée durer deux ans et qui s'est soldée pour les Français par une sortie déshonorante, s'est transformée en une guerre de trente ans, au cours de laquelle quatre millions de tonnes de bombes ont été larguées sur le petit pays – plus que toutes les bombes utilisées par les Alliés sur tous les fronts pendant la Seconde Guerre mondiale.

«Une sortie honorable» de Vuillard donne matière à réflexion, d'une part, parce qu'il nous fait découvrir une partie trop peu connue de l'histoire occidentale pas si lointaine et, d'autre part, parce qu'il nous incite à réfléchir à tous les mécanismes mis en évidence à l'aune des événements actuels.

1 Kabyle: groupe ethnique d'origine berbère de langue kabyle, population autochtone d'une région homonyme du Maghreb. Elle n'était arabisée que tard, s'y révoltant toujours et insistant sur leur langue et culture berbère, n.d.t. Pages indiquées selon l'édition française, éd. Actes Sud, 20

Pour mémoire: ce que la neutralité suisse a rendu possible

L'aide de la Croix Rouge Suisse aux enfants pendant et après la Seconde guerre mondiale

Ces dernières semaines, on a lu dans nos médias, autoproclamés «de qualité», plusieurs articles et commentaires attaquant de façon agressive la position politique suisse comme pays neutre. Ce n'est pas nouveau, mais on a l'impression que cela est dû aux tentatives d'épuiser la résistance des citoyens suisses face aux pressions extérieures. Il faut leur attribuer une mauvaise conscience, par exemple en leur reprochant prendre une position d'indifférence face à la souffrance causée par des guerres, de manquer de solidarité et de fuir devant des responsabilités. Ces tentatives font partie de la campagne qui fausse l'histoire récente suisse depuis des années reniant les efforts et les performances réelles de la Suisse. Qui sont-ils et quels sont les motifs, qui veulent à tout prix que la Suisse cesse d'être un lieu d'espoir pour beaucoup de peuples éprouvés par la guerre?

Des témoins de l'époque à l'encontre de l'oubli

Heureusement qu'il existe encore des documents de témoins d'une époque où cette stratégie de désinformation n'avait pas encore été mise en œuvre. Ils témoignent d'une position humaine, de la volonté de contribuer lorsqu'il y a urgence, attitudes profondément ancrées dans la population suisse. Un exemple particulier est donné par toutes ces femmes qui se sont portées volontaires pendant et après la Deuxième Guerre Mondiale pour accueillir des enfants des pays ravagés par la guerre, prêtes à leur offrir l'occasion de se remettre de ces horreurs. Parmi elles il y avait ma mère, *Olga Bürkli-Stutz* (1911–1997). Elle était une des secouristes volontaires de la Croix Rouge suisse, responsables de accompagnement des trains pour enfants ayant transporté, de 1942 jusqu'à 1956, 181 000 enfants de différents pays voisins pour qu'ils passent un séjour de vacances et de repos en Suisse, au milieu d'une l'Europe dévastée. La misère était immense. Dans les villes surtout, la contamination de la ptisie augmentait. Pour prévenir à ce développement dangereux, un grand nombre d'enfants pré-tuberculeux ont été accueilli dans les montagnes suisses avec leur air sec et propice notamment pour eux. On a transformé des hôtels et des établissements pour enfants en sanatoriums capables d'accueillir 7 000 enfants malades. Cette aide aux enfants a été financée surtout par des dons d'argent et de vivres de la population suisse, aussi avec des bazars et la vente de plaquettes. En 1942 déjà,



Rentrée des enfants à la gare d'arrivée hollandaise. La joie se lit sur tous les visages.
(Photo de l'album *Olga Bürkli-Stutz*)

des trains étaient en route, depuis la France et la Belgique, pour amener les enfants dans notre pays. Les frontières pour l'Allemagne et la Hollande ne se sont ouvertes qu'en 1946, également pour les trains d'enfants. Pour l'Allemagne il fallait d'abord des pourparlers avec les forces d'occupation, les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France et l'Union soviétique.

D'autres enfants également, traumatisés par les événements de la guerre, sous-alimentés et affaiblis, sont venus en Suisse par cette voie. Ils y ont trouvé une place dans une de ces nombreuses familles qui les ont nourris et soignés, leur offrant une période de repos et de rétablissement. Ma mère a tout noté et m'a laissé ses souvenirs de cette époque.

C'est mon devoir

«Déjà depuis un certain temps j'ai suivi des cours de samaritaine de la Croix-Rouge et depuis le début de ma participation, ce fut

pour moi une passion. Mon mari était au service militaire, nous n'avions pas encore d'enfants et moi je n'avais pas de travail. L'heure était à l'engagement personnel. Déjà au début de la guerre, j'ai répondu à la *Croix-Rouge Suisse* (CRS), qui avait lancé l'appel «Qui pourra accueillir un enfant vivant dans une des régions dévastées par la guerre, pour un séjour de vacances de trois mois?» D'innombrables familles et couples, de la campagne et de la ville, y ont répondu. On disposait donc toujours, tout le long de ces activités, de suffisamment de places pour soigner ces enfants.

Le choix des enfants pour un séjour de vacances dans des familles d'accueil se faisait au travers des médecins sur place, dans les pays d'origine, d'après les conditions fixées de la CRS. La raison principale était surtout la sous-alimentation. Et au fait, nous n'avions jamais vu avant tant d'enfants aux joues creuses comme ceux arrivant dans ces trains. Cela m'a profondément touché le cœur!

En train pour la Hollande

J'ai vite reçu une tâche et je me suis retrouvée dans le premier train passant par l'Allemagne vers la Hollande. Dans le train, nous étions vêtues en tenue d'infirmière, dans la rue par contre, d'un uniforme, avec les insignes suisse et Croix Rouge au bras. La nuit, nous dormions dans le train, couchées sur les banquettes en bois, avec une couverture en laine. Les gares et les villes allemandes que nous devions traverser étaient majoritairement détruites. L'aspect qu'offraient les êtres humains peuplant ces déserts de ruines était bouleversant. Le trajet a duré 48 heures, car les lignes ferroviaires, les tunnels et les ponts étaient, du temps de la fin de la guerre, pour la plupart détruits ou gravement endommagés, réparées que provisoirement. Ainsi, le train n'avancait souvent que très lentement.

Amsterdam

Nous sommes arrivés à Amsterdam passant le reste de la nuit en train. Le lendemain nous avons accueilli les enfants en les accompagnant ensuite dans les différents wagons. Leurs petits sacs à dos légers et les petites valises étaient déposés dans les porte-bagages. Après un dernier contrôle, il y eut le signal du départ. Les enfants se penchant aux fenêtres ont envoyé un dernier au-revoir aux parents en agitant leurs bras – devenant de plus en plus éloignés et de plus en plus petits. Nous voilà donc devant ces rangs d'enfants pâles et maigres, assis sur les bancs en bois en nous regardant timidement avec de grands yeux pleins d'espoir. De toute part, les frères et sœurs se tenaient peureusement les mains. Leurs habits étaient pauvres, composés au hasard et raccommodés. Les garçons portaient souvent des culottes courtes et des chaussettes montantes au genou, leurs jambes étaient maigres dans des bottines à lacets. Les filles portaient des robes en coton, leurs vestes cousues de vieux manteaux d'adultes. Pour détourner les enfants de leur mal du pays nous leur avons distribué des tartines, du cacao et des fruits. Ainsi, nos petits passagers se sont lentement détendus et le silence du début se transforma en vif bavardage.

En route pour la Suisse

Le train passait les vastes plaines hollandaises avec leurs fameux moulins à vent et leurs canaux avec des bateaux disparaissant derrière les digues. Une composante très importante de notre train était le wagon de cuisine, un fourgon transformé et équipé d'un fourneau à bois. Notre équipe de cuisine y préparait des soupes appétissantes et de nombreuses tartines qui ont rencontré un grand succès. La soupe était transportée dans les wagons dans de lourds seaux métalliques ou nous en avions rempli les bols avec de grandes louches. Les enfants ne supportaient pas de repas lourds, ils n'avaient ostensiblement pas l'habitude de manger beaucoup et nous avons fait attention qu'ils ne se sentaient pas mal à l'aise pendant

le trajet. Après un long voyage le train entra dans la gare de Lucerne. Près du Kunsthhaus de l'époque, les aides de la Croix Rouge ont remis les enfants à leurs parents adoptifs. Lors de visites régulières nous pouvions apprécier si les enfants étaient bien placés et si tout se déroulait bien. Si les enfants et les parents vacanciers ne se comprenaient pas, on entamait un changement de place. Mais la plupart des enfants ont vite pris confiance en se rétablissant de façon concrète et visible. Leurs joues devenaient roses et ils reprenaient du poids, jusqu'à 8 kg! Beaucoup de ces familles ont maintenu le contact avec leurs enfants et leurs familles pour toute la vie.

Retour en Hollande

Au bout de trois mois, des filles et des garçons reposés, bien nourris et contents retournaient chez eux. Ils portaient des sacs à dos remplis de gourmandises, souvent aussi avec des crayons de couleur et autres objets ravissants. Leur valises et cartons ficelés, remplis d'habits, chaussures et beaucoup de choses importantes, s'entassaient au wagon fourgon. Elles étaient tellement lourdes que les enfants avaient de la peine à les porter.

A Amsterdam, les familles avaient accouru sur le quai pour pouvoir reprendre leurs enfants dans les bras. La joie était immense. Partout des visages rayonnants! Les parents et les enfants ont remercié les aides en faisant leurs adieux de tout cœur.

Pour nous autres aussi, c'était le retour à la maison. C'était le 1er août, journée de fête nationale, le wagon décoré des fanions suisses. Dans le fourgon de cuisine, l'équipe avait préparé un bon repas pour tout le monde. J'ai ressenti une immense gratitude de pouvoir retourner, par cette belle journée de fête, dans notre Suisse soignée, épargnée de la guerre.

Berlin et Dortmund en ruines

La vue des villes allemandes était bouleversante comme par exemple Dortmund. Avant la guerre, y vivaient 850 000 habitants, en 1946 ce n'étaient plus qu'un dixième. La ville avait été détruite à 80 %, les ruines devenaient couvertes d'herbe. On dénomma cela d'herbe aux décombres. Sous les ruines de maisons menacées d'effondrement, les survivants habitaient dans les caves. Plusieurs familles se partageaient une pièce. Tous étaient reconnaissants d'avoir au moins un toit. Voir ces maisons me faisait mal au cœur. Les enfants que nous étions venus chercher dans les villes allemandes demandaient notre attention à tout moment. Beaucoup d'entre eux se bagarraient pour la meilleure place près des fenêtres. Nous avons dû faire attention qu'aucun ne tombe de la fenêtre. On sentait que pendant la guerre, ces enfants souffraient surtout de manque de contact chaleureux: le père étant parti en soldat, la mère était préoccupée de garantir leur subsistance, travaillant probablement dans l'industrie d'armement. Pour elles, après la guerre aussi, la vie quotidienne était dure, la faim une compagne permanente. Et maintenant donc, il y avait ces enfants en route pour la Suisse. Lorsque, pendant le trajet, nous distribuions la soupe, les enfants s'enthousiasmaient à compter les rondelles de saucisse dans la soupe et s'émerveillaient face aux tartines beurrées généreusement avant d'y mordre dedans. La nuit, les garçons et les filles dormaient sur les bancs, même par terre. Nous les aidions à s'envelopper dans d'épaisses couvertures en laine. Mais parfois un enfant endormi tombait du banc et réveillait les autres avec ses cris. Il fallait beaucoup de mots de consolation pour calmer les enfants effrayés, jusqu'à ce que le calme se rétablisse dans le wagon. Nous aussi, nous ne trouvions pas de repos! Nous pratiquions la relève toutes les deux heures, nous couchant dans les wagons vides sur un banc. Dormir était une autre question.

Au retour, au bout des trois mois, l'atmosphère était plus détendue. Les enfants étaient à peine reconnaissables. Ils étaient assis sur les bancs, contents, prenant visiblement quelques kilos en plus et dessinant à leurs voisins du banc, en couleurs vives, leurs expériences vécues dans les familles suisses. Un lit à soi seul – inouïe pour beaucoup. Certains savaient même parler le dialecte suisse, leurs frères et sœurs ne comprenant rien – c'était



Dans le wagon-cuisine improvisé. Préparation de soupes nourrissantes et d'innombrables tartines de beurre.
(Photo album photo *Olga Bürkli-Stutz*)

le charabia parfait. Là aussi, sur le quai, au moment où nous pouvions rendre les enfants à leurs parents, au milieu de toutes ces valises et boîtes en carton avec des habits provenant des familles suisses, la gratitude était très grande.

Vague d'aide de toute la population suisse

Tout notre travail pouvait compter sur le grand soutien de la population suisse. En 1942, on créa le «Wochenbatzen» (sous hebdomadaire). Des ménages suisses garantissaient de faire le don de 10 centimes par semaine. C'étaient des enfants d'école, des samaritains et des bénévoles qui passaient de maison en maison pour récolter l'argent. Jusqu'en 1946, rien qu'avec ces dons hebdomadaires, on avait récolté 8,5 millions de francs. Quant aux parainages, on a pu compter, à partir de 1946, sur 70 000 familles parraines s'étant déclarées prêtes à envoyer, chaque mois, aux enfants n'ayant pas pu voyager en Suisse un paquet rempli de vivres, d'habits et de linge de lit. C'est ainsi qu'eux et leurs familles ont été pourvus des choses les plus nécessaires.

En 1944, le Conseil fédéral a initié le *Don Suisse* mettant à disposition 150 millions de francs. La population suisse a récolté, jusqu'en 1948 plus de 50 millions de francs en plus. Avec le don suisse des enfants dans les régions de guerre ont eu accès, une fois par jour, à un repas chaud. Cette action d'entraide aussi a été confiée à la Croix Rouge. Elle a installé, par exemple à Dortmund, une centrale de dons de lait. Les femmes venaient de loin pour recevoir une ration de lait, de la poudre de lait ou du lait condensé pour leurs enfants.

Des souvenirs qui demeurent

Mes voyages m'ont conduit jusqu'à Hambourg et Vienne. Un train avec 400 à 450 enfants était accompagné par environ 40 collaboratrices de la Croix Rouge, en plus de l'équipe de cuisine et le personnel du train. Ce n'était pas toujours sans risque. Lors d'une course à Vienne on a tiré sur notre compartiment. J'étais juste en train de distribuer de la soupe ce qui me contraignit à me baisser, lorsque j'ai entendu un tir au-dessus de ma tête qui passa par la fenêtre. Heureusement que je me suis baissée à ce moment et que les enfants étaient assis sur les bancs. Personne n'a donc été blessé, mais la frayeur était grande. Longtemps après encore, j'ai ressenti mes genoux mous et tremblants.

Ainsi, ai-je vu beaucoup de belle générosité mais également de grande tristesse. Les voyages de train en compagnie de tous ces enfants, puis les contacts avec leurs parents pleins de gratitude, m'ont donné beaucoup de gratification. Parmi mes collègues, la coopération a toujours été amicale. C'est pour toutes ces raisons que mon travail auprès de la Croix Rouge a été un épisode de grand enrichissement dans ma vie.»